PREMIERE ANNEE. — N° 5. MENSUEL JUILLET 1946.

MONDE NOUVEAU

L'exemplaire : 5 fr. ORGANE RÉGIONAL DU MOUVEMENT LIBERTAIRE - Région Sud Abonnements (20 numéros) : 90 fr.

Rédaction-Administration : **J. GAMBARELLI, 8, Rue Sainte-Françoise.** — C.C.P. 217.82, Marseille

De l'HISTOIRE : LE 19 JUILLET 1936

par **Aristide LAPEYRE**

Le 14 avril, des tas de gens et d'Espagne et d'ailleurs, fêtaient l'avènement de la République espagnole. Celle de 1931, dont ils disaient qu'il fallait y revenir pour libérer enfin le peuple espagnol.

Le libérer de Franco, peut-être ! Franco a tellement d'adversaires de tout poil, républicains, communistes et ratapoils, et cette espèce inclassée de mouchards et d'affairistes contrôlés par le deuxième bureau franquiste, ou l'Intelligence-Service, qui s'habillent comme des honnêtes gens et traînent quelques pauvres gobe-mouches... Franco a tant d'ennemis qu'il finira bien par succomber un de ces jours. On meurt toujours de quelque chose, et, ce jour-là, chacun de ses employés des pompes funèbres tendra la main pour le pourboire.

Que le peuple en soit libéré de quoi ou de qui que ce soit, c'est bien là leur moindre tracas.

S'il en était autrement, et qu'il faille prendre tous ces gens-foutres au sérieux, on nous parlerait de la « République des travailleurs » *du 14 avril sur un autre ton.*

Sur ce ton, par exemple, employé à la suite d'une enquête des plus consciencieuses par un publiciste, Pierre Gaxivet, en 1932 : « Chaque jour qui coule, s'aggrave la crise tragique où se débat l'Espagne. Le gouvernement républicain-socialiste avoue implicitement son impuissance. Les grèves industrielles, les soulèvements de ruraux, les incendies de couvents et d'églises, les pillages de boulangeries, les mutineries dans la flotte et l'aéronautique, les heurts sanglants avec la garde civile et les combats de rues. Les ouvriers et les paysans proclament dans leurs assemblées, par leurs grèves et leurs coups de main l'intention formelle de briser le système politico-économique actuel. Les autorités ripostent en incarcérant ou déportant au Rio de Oro, en Afrique, sans jugement ni mandat d'arrêt préalables, 110 militants anarcho-syndicalistes ; en fermant les locaux, en suspendant les périodiques, en interdisant les rassemblements de la C. N. T.

« Après onze mois d'existence, la République est si discréditée que les royalistes osent déjà relever la tête et, par des manifestes, annoncer le retour du prétendant Carliste en faveur duquel l'ex-monarque Alphonse XIII s'est désisté de ses droits. Les socialistes, par leur collaboration de classes, par leurs menées anti-ouvrières, se sont aliéné les sympathies qui les avaient portés au pouvoir en avril 1931. Le capitalisme espagnol sent ses jours comptés... ».

Et cependant, cette république avait suscité pas mal d'espérances. On crevait de faim, sous le roi ; réduits à l'état le plus lamentable — par les gros propriétaires fonciers, le clergé et le militaire — les paysans et ouvriers aspiraient à un changement profond de la structure économique et non pas seulement au changement de l'équipe des maîtres. Mais cette espérance fut vite déçue ; le peuple s'aperçut bien vite que le passage des pouvoirs n'était qu'une comédie.

Le 14 avril, quand fut déclarée la république, les prisons étaient pleines de travailleurs. L'amnistie s'imposait avant toute chose. Le 15 avril, les travailleurs appelés à manifester pour cette amnistie, par la C. N. T., à Séville sont fusillés par la police et la garde civile, cependant que, ce même jour, les républicains — ô combien — faisaient escorte à Alphonse XIII jusqu'à la frontière afin de prévenir tout accident.

Le 1er mai, le premier 1er mai de la République des Travailleurs, à Barcelone et à Bilbao la garde civile tire sur les manifestants ;

Le 10 mai, les monarchistes se soulèvent contre cette caricature de république, mais la C. N. T., prête à tout pour qu'une nouvelle dictature ne puisse s'implanter, sauve la République par le déclenchement de la grève générale. L'insurrection est, ainsi, jugulée ; mais du balcon du journal « A. B. C. » de Madrid, les fascistes tirent sur les manifestants, en tuant un, et un enfant qui passait. L'indignation de la foule fit flamber quelques couvents et quelques églises.

Le 28 mai, grève des pêcheurs de Pasajes ; comme ils se rendent en cortège à San Sebastian, ils sont sauvagement attaqués par la garde civile qui en tue quatre et en blesse un grand nombre.

Le 10 juin, les pistoleros du « Syndicat Libre », recrutés par l'Union Générale des Travailleurs, tirent sur les grévistes de la Casa Alera del Puerto, en blessant grièvement plusieurs.

Le 13 juin, à Villanueva del Arzobispo (Jaën) un groupe de muletiers, fatigués de supporter les embêtements de la municipalité républicaine aux mains des cacïques monarchistes, essaient de s'emparer de la mairie. La garde civile tire sur eux, en tuant un et en blessant très grièvement cinq.

Et la République continue, sous la présidence d'Alcala Zamora, à faire tirer sur les ouvriers par sa garde civile, les 17 juin, 27 juin, 28 juin (jour des élections, où l'on ne tue que 13 ouvriers) ; la victoire est aux socialistes et aux républicains, mais la garde civile tue encore le 29 juin, le 1er juillet, le 2 juillet, le 22 juillet, le 23 juillet, le 25 juillet, le 1er août, le 8 août, le 10 août, le 24 août, le 30 août, le 2 septembre le 4 septembre, le 16 septembre, le 21 septembre, le 28 septembre, le 30 septembre, le 2 octobre, le 9 otobre, et cela n'arrête pas quand Azana, le 13 octobre, prend la présidence du gouvernement ; on tue encore le 9 novembre, le 28 novembre, le 10 décembre, le 12 décembre, le 14 décembre, le 18 décembre.

Ainsi s'achève l'an I de la République des Travailleurs d'Espagne, née le 14 avril 1931.

Les années suivantes répéteront, inlassablement, l'an I, jusqu'au bout, jusqu'au 19 juillet 1936.

La faillite de la République, de la politique des droites comme des gauches est tellement patente, incontestable, qu'en mai 1936, au Congrès de la C. N. T. à Zaragoza, les éléments politiciens, qui avaient cru avec Pestana que l'action de la classe ouvrière pouvait être appuyée au parlement par ses représentants, viennent faire leur soumission — c'est le mot qui convient — reconnaître leur erreur et s'intégrer dans la C. N. T. avec comme programme l'instauration du communisme libertaire et comme moyen : l'action directe.

Le dernier coup fut porté à la République par le propre gouvernement républicain, quand, le 17 juillet 1936, Sanjurjo, Cabanellas, Franco, se soulevèrent pour rétablir la dictature fasciste de feu Primo de Rivera.

Impuissants devant ce soulèvement puisque les chefs militaires et policiers étaient du complot, les gouvernants n'eurent pas l'intelligence de s'attacher le prolétariat organisé en lui fournissant les armes dont, seul, il pouvait se servir victorieusement. Si bien que le peuple dut s'armer à ses risques et périls, laissant dans l'action des compagnons aimés, versant un sang précieux, par l'inepte comportement des politiciens au pouvoir.

La rupture était accomplie. Elle fut sanctionnée par l'instauration spontanée d'un ordre social nouveau, absolument apolitique, libertaire et égalitaire, celui des collectivisations et socialisations nées le jour même où, le 19 juillet, les compagnons de la F. A. I. et de la C. N. T. battaient le fascisme en Catalogne.

Après, qu'importe ce qui s'en est suivi. Qu'importent les canaillesques interventions ou non-interventions du capitalisme international, privé d'Angleterre ou de France, d'Etat d'Italie, d'Allemagne ou de Russie ? Qu'importent même les reniements et les corruptions de quelques-uns qui furent purs ?

Il reste, en place de la République du 14 avril, pour en effacer toutes les incapacités et tous les crimes, le souvenir radieux du 19 Juillet, affirmant au monde, témoignant pour les générations nouvelles, l'ordre fraternel du Socialisme Libertaire.

Debout sur un pied carré d'espace...

« Un condamné à mort, une heure avant l'exécution, a dit on pensé que s'il lui fallait vivre quelque part sur un rocher, sur une plateforme si étroite qu'il n'y aurait place que pour ses pieds, et entourée de précipices, de l'Océan, des ténèbres, de la solitude et de la tempête éternelle, et s'il lui fallait rester ainsi, debout sur un pied carré d'espace toute sa vie, mille ans, l'éternité, eh bien ! qu'il préférerait vivre ainsi plutôt que de mourir ! »

. . . . . .

Depuis des siècles, je crois bien que c'est exactement notre façon de vivre : debout, sur un pied carré d'espace nous vivons.

Quand je dis nous, je veux parler des hommes, c'est-à-dire des miséreux qui, comme vous et moi, ont du vague dans le regard à cause de la faim qui commença à les torturer quand ils étaient encore dans le ventre de leur mère.

Les autres les riches, les députés, les évêques ne sont pas des hommes. Ce sont les maquereaux qui pensent, dans le fond et tout en spéculant sur notre misère, qu'un pied carré d'espace, c'est même trop.

Aussi, font-ils l'impossible pour nous faire crever. Et quand la poire ne jute plus, le plus tôt, c'est le mieux. Les moyens ne leur manquent pas.

Individuellement, par la tuberculose, le froid, la syphilis, la faim. Ou collectivement, quand le besoin s'en fait sentir, à la guerre, comme un troupeau à l'abattoir.

Mais c'est là, j'en conviens, le moindre mal. On a ainsi droit, à partir de ce moment et avec la bénédiction de leurs églises, à la position allongée, ce qui fait malgré tout quelques pieds carrés supplémentaires.

Seulement... Seulement on veut vivre ! N'importe comment, mais vivre ! Même debout...

Je le sais. D'aucuns diront que j'exagère, que c'est là une image qu'il ne faut pas prendre au sérieux. Et que la vie, en plus de quelques saloperies, réserve à ceux qui l'aiment des joies, des plaisirs.

Nous l'aimons tous, la vie.

Quant aux plaisirs, c'est autre chose. Pour les riches, les députés, les évêques, oui. Mais pas pour nous. Pour les négriers, pas pour les esclaves.

Et puis, comment pourrait-il en être autrement ? Les plaisirs se goûtent couché. Ils ne peuvent alors convenir à notre position pour le moins inconfortable. Peut-être faut-il attendre, crevé, d'avoir droit à quelques pieds carrés supplémentaires.

Mais ce sont des plaisirs de vivants, que nous voulons !

C'est pourquoi certains essayent, malgré tout et pour se persuader qu'ils ne sont pas morts, de goûter comme de vrais hommes aux joies que soi-disant la vie réserve à ceux qui l'aiment.

Mais ça ne donne rien. C'est compréhensible, debout... Il faut être couché pour cela.

Alors, le dimanche, quand on se surprend en train de regarder béatement le ciel bleu ou la vitrine d'une lingère, on va se payer une putain, en guise d'amour. Ça sent bien un peu le viol, l'alcool, la pourriture, mais c'est bien ce qu'il faut pour exciter nos pauvres sens assassinés par la mine, le bureau.

Oui, voilà comment aiment les hommes que leur dieu a faits à son image.

C'est de même pour toutes nos aspirations : nous devons nous contenter d'ersatz plus ou moins avariés, plus ou moins salis...

Debout, sur un pied carré d'espace. Sans un coin de ciel. Parce que c'est un pied carré de prison, de caserne ou d'église. Parce que le monde entier est couvert de prisons, de casernes et d'églises...

Mais, puisque nous voulons vivre, si nous nous mettions à exiger notre part de lumière, d'amour, de vie quoi ! et si nous nous mettions un peu à penser que ce n'est pas assez... un pied carré d'espace ?

J. GAMBARELLI.

PENSÉES DE NOS MILITANTS

Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'eût été la Commune, composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir les annihila, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice.

C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste.

Louise MICHEL.

La Religion Opium du Peuple

Déclaration sur la Religion du 5e Congrès du Parti Communiste Italien

« Le P. C. Italien n'est pas un parti athée parce qu'il accepte dans ses rangs les fidèles de n'importe quelle religion.

« L'adhésion au P. C. n'oblige pas l'acception des doctrines du matérialisme.

« L'anticléricalisme a été et est toujours condamné par le Parti communiste ».

Sans commentaires...

Mouvement Libertaire
(Section Française)

La FÉDERATION LOCALE invite la population marseillaise à assister au

MEETING

organisé par la

C.N.T. et le M.L. ESPAGNOLS

le dimanche 21 Juillet

à 9 heures

AU CINÉMA RIALTO
RUE SAINT-FERRÉOL

pour commémorer -:- l'Anniversaire de la Révolution Espagnole

Des orateurs français et espagnols prendront la parole

Des LOIS et des CONSTITUTIONS

La Constitution française « phosphorée » par les ténors de la IVe République a été votée par 309 voix contre 249, le 19 avril 1946 et la masse l'a rejetée le 5 mai 1946. Ceci amène quelques commentaires.

Revenons un peu en arrière afin de bien fixer notre position abstentionniste, sur ces discussions absurdes dont les répercussions dans l'avenir seront lourdes de conséquences, d'autant plus que toute future constitution sera débattue suivant le même processus et en partant des mêmes principes. La presse dite de gauche ne tarissait pas d'éloges pour saluer la venue au monde de ce que l'opposition catholico-réactionnaire appelait « le monstre ». « L'Humanité » fouillait le Larousse pour y découvrir des qualificatifs, des superlatifs adéquats applicables à « *sa chose* » et « Le Populaire » suivait en rechignant son frère de lait sur le chemin de la démagogie. Oyez donc et délectez-vous une dernière fois, camarades.

« Nous l'avons votée (la Constitution) parce que c'est une Constitution républicaine et démocratique qui permettra au peuple français l'exercice de sa souveraineté » (*Huma* du 20-4-46. Fl. Bonte) et dans le même organe quelques jours après : « Jamais Constitution française n'a apporté au peuple plus de libertés, plus de droits, plus de sécurité » (Florimond Bonte). Nous, on veut bien, mais en sachant que les mots n'ont plus de valeur lorsqu'ils sont prononcés par ces hommes qu'aucun texte, qu'aucune loi, qu'aucune Constitution ne peuvent arrêter lorsqu'il s'agit de prendre le pouvoir. Le monde ouvrier, hynoptisé, qui a voté oui ne l'a pas fait pour chasser le prêtre de l'école, pour obtenir une presse effectivement libre ou le droit de se réunir où et quand bon lui semble, ni même pour acquérir la liberté qu'il n'arrive pas encore à concevoir mais bien pour avoir « plus de batteries de cuisine, plus de chaussures et plus de pain ». Et cela marque à tout jamais cette Constitution burlesque comme toutes les Constitutions, cette Constitution dont la droite ne voulait à aucun prix sous le fallacieux prétexte qu'elle instaurait la dictature d'une Assemblée, de quelques bougres de cette Assemblée. Comme si cette Droite ne savait pas que l'Assemblée n'est rien entre les mains des puissances, des impérialismes capitalistes au contact des Maîtres... Le Peuple ? Qui s'en soucie dans la bataille en cours, dans les batailles à venir ? Sûrement pas les politiciens !

Jetons un dernier coup d'œil sur cette Constitution mirifique qui aurait fait les délices d'un Alfred Jarry en panne d'humour noir. L'article I de la déclaration des Droits (adopté à l'unanimité, droite et gauche étant bien d'accord sur ce point) suffit pour nous édifier, tout le reste n'étant qu'un développement circonstancié de la première phrase. « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux devant la loi. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme ».

Dans notre monde moderne, capitaliste et policé, dans notre monde dit civilisé, la loi est l'expression des forts. Elle est la main-mise des puissants sur les faibles en laissant croire à ces derniers qu'ils gouvernent effectivement et que ce sont eux les forts. En fait, les forts sont ceux qui s'évadent du cadre étriqué des lois, qui vivent en dehors d'elles. Nous disons, nous, qu'il n'est pas nécessaire d'être tyran, exploiteur ou chef pour s'affranchir des règles admises, parce que votées par la majorité, mais qu'il suffit de chérir et de *vouloir la* liberté pour dépasser obligatoirement la loi.

La loi est conçue pour défendre ce qui existe, c'est-à-dire la propriété et les prérogatives d'une caste sur l'autre. Elle ne peut être que restrictive puisqu'elle limite les activités de l'homme « moyen ». C'est la falaise où vient se briser le flot montant. C'est le recours — dans les formes — à l'inique, à la contrainte en cas de révolte des dupes. Mais la loi est autre chose. Elle codifie une habitude, une manière de faire passée dans le domaine commun. Jamais une loi ne devance les desiderata de ceux qui subissent. Elle ne fait qu'enregistrer, sanctionner un fait acquis, contre lequel nul ne peut plus s'élever. Toutes les lois « ouvrières », toute l'évolution sociale découle du principe d'action directe, non de celui de la loi *prémonitrice*, et la psychologie nous prouve qu'aucune loi ne peut être prémonitrice.

En 1936, les ouvriers « débrayèrent » pour obtenir la semaine de 40 heures, les congés payés, le réemploi des chômeurs par l'intermédiaire des centres de reclassement et de réapprentissage, un réajustement des salaires. Leurs « représentants » sanctionnèrent, codifièrent les acquisitions. C'est le peuple qui arracha des avantages aux exploiteurs et non les délégués du peuple. Ceci est tellement vrai que, la chose risquant d'aller très loin, ces représentants ouvriers d'un genre spécial prônèrent, dès qu'ils le purent, la *pause* par l'entremise du chef de gouvernement socialiste Blum et déclarèrent qu'il fallait « savoir terminer une grève » (Thorez).

On peut représenter la vie par une ligne droite, non par une série de droites ou par un grand flot que nulle digue ne peut arrêter. Or, nos politiciens, par leurs lois, tentent de fractionner le grand flot, la droite, en une multitude de biefs, de secteurs, arrêtés, figés. Une loi est-elle votée que déjà son objet est dépassé. Elle n'emprisonne que du néant puisque le flux a déjà franchi la barrière fictive que les retardataires — nos constituants, nos députés — se hâtent d'élever. La vie est désormais en aval et non en amont.

La loi est par essence conservatrice. L'acceptation des lois et de la codification de la vie provient d'une mauvaise interprétation des origines sociales. Bakounine s'élevait déjà — il y a 80 ans — contre le Contrat social, contre ce Contrat que nos législateurs modernes exploitent pour dresser des Tables quasi immuables. Le Crosmagnonais, l'Homo sapiens établirent-ils une réglementation avant même de prendre conscience ? Pouvaient-ils lier leurs existences au fictif avant même de s'être adaptés au milieu ambiant ? De l'aide et de la défense collective — contre un ennemi plus puissant, contre les forces de la nature — au Contrat social, mot ronflant mais vide, il y a un abîme et nous sommes persuadés que ce Contrat — même tacite — n'existe que dans l'esprit de gens fort intelligents sans doute mais encore imprégné par les fausses valeurs développées vingt siècles durant. L'homme primitif était parfaitement libre avant le Contrat social. Pourquoi aurait-il cherché volontairement à s'enchaîner ?

Contrats et lois ne sont pas le fait de l'homme libre. Ils ne sont que l'abandon d'une part de la liberté de chacun, de cette partie qui vaut le tout. « Le Contrat devient le fondement de la société ou plutôt de l'Etat ; car il faut remarquer que, dans cette théorie, il n'y a point de place pour la société, il n'y existe que l'Etat, ou plutôt la société y est absorbée par l'Etat. La *société*, c'est le mode naturel d'existence de la collectivité humaine indépendamment de tout contrat. Elle se gouverne par les mœurs ou par des habitudes traditionnelles, mais jamais par des lois. Elle progresse lentement par l'impulsion que lui donnent les initiatives individuelles et non par la pensée, ni par la volonté du législateur ». (Bakounine. Œuvres).

Dans l'ordre actuel des choses, admettre le postulat du Contrat social c'est admettre une puissance extra humaine, la main d'une autorité incontrôlée et incontrôlable partout présente et agissante. C'est justifier Dieu. C'est affirmer l'entité de l'Etat.

Et maintenant revenons à l'article 1 de la Déclaration des Droits. En faisant imprimer « les hommes naissent égaux devant la loi », nos Constituants au petit pied admettent sans discussion le Contrat social dans son intégrité. Mieux ! Le petit de l'homme avant même de sortir du ventre de sa mère est astreint aux règles sévères de la loi. Il sera placé sous le joug dès sa première lampée d'air frais. Il est esclave en puissance. Quant à l'égalité devant la loi, qu'on nous permette de ricaner une bonne fois en toute liberté. Y a-t-il égalité lorsque le puissant est amnistié alors que le lampiste paie ? Y a-t-il égalité lorsque le deuxième classe est fusillé pour n'avoir pas tenu jusqu'à la fin un front que le haut gradé a fui depuis longtemps ? Y a-t-il égalité lorsque le marchand noir évolue et thésaurise en toute sécurité alors que l'ouvrier père de famille se voit confisquer par les contrôleurs économiques la petite valise contenant le kilo de beurre cédé par un paysan ami ? Mais l'inégalité de nos jours crève les yeux. « Suivant que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous feront blanc ou noir ».

Grâce à l'activité débordante des représentants populaires, la femme qui, jusqu'ici, ne participait pas à la danse macabre, se trouve aujourd'hui placée sur le même rang que son compagnon de chaîne. Elle saute comme lui, grotesque pantin, au son de la musique jouée par les amuseurs publics. Et elle croit en son émancipation parce qu'aux côtés de son mâle...

Hommes et femmes peuvent-ils être libres et égaux en système capitaliste, dans ce vil système basé sur le profit et l'accaparement du travail de tous par quelques-uns ? Evidemment non. Nos législateurs en peau de lapin — véritables prestidigitateurs — se devaient, pour leur fausse gloire, d'élever l'utopie au rang d'institution. Nous, anarchistes, nous savons que rien ne peut plus être tenté dans un tel monde et c'est pourquoi nous luttons de toutes nos forces contre les puissances des ténèbres. Gouvernement, Etat, Propriété ne subsistent que grâce à la loi, que grâce à la passivité des masses, et l'homme qui prend conscience de lui-même ne peut que combattre la loi et la passivité des masses. Par l'action directe et l'éducation.

On ne peut construire rien de solide sur le sable. On ne peut rendre invulnérable une bâtisse lézardée. La solution ? L'unique ? Tout raser et reconstruire avec des matériaux nouveaux la cité nouvelle.

BOUCHER.

COMPLICES

Je pourrais vous dire en détail ce que je pense des dernières élections, des électeurs, des élus. Je pourrais vous parler du nouveau (!) gouvernement, de son programme, du tripartisme, du ravitaillement, du marché noir, des salaires, des expériences de Bikini, de l'O. N. U., des quatre guignols qui préparent la nouvelle guerre, de la C. G. T., etc., etc... Pourquoi faire ?

Je pourrais vous expliquer longuement que les élections ne servent à rien, que les électeurs sont des poires, que les nouveaux élus sont les mêmes que ceux d'hier et les frères de ceux d'avant-guerre, que le nouveau gouvernement et son nouveau programme ressemblent l'un et l'autre aux précédents comme quatre gouttes d'eau. Je pourrais tonner contre le ravitaillement qui se porte aussi mal que toujours et le marché noir qui suit son nouveau riche bonhomme de chemin ; hurler contre les salaires qui permettent à l'ouvrier de crever lentement ; démontrer que les expériences de Bikini sont une terrible promesse, les guignols des polichinelles écœurants par leurs farces ; dresser l'acte d'accusation contre les dirigeants de la C. G. T. qui font le camp, etc., etc...

Pourquoi faire ?

Vous qui nous lisez savez tout cela, non seulement vous, lecteurs, mais beaucoup d'autres encore.

Aujourd'hui je veux utiliser mon temps à quelque chose que je crois plus utile pour vous, pour nous, pour l'humanité tout entière.

C'est aux libertaires, aux anarchistes, convaincus et sympathisants qui ne font rien pour la réalisation de notre idéal que je m'adresse.

O, je voudrais posséder une plume extraordinaire qui traduirait, dans un style riche, clair, précis, profond, tout ce que je sens, je crois, je sais, que vous sentez, croyez, savez, mais qu'un impondérable vous empêche de réaliser.

Oui c'est à vous, libertaires, anarchistes convaincus et sympathisants non-militants que je lance cet appel. Lisez-moi bien. Que vos cerveaux, que vos sentiments suppléent à ma médiocrité.

Par le préambule de cet article j'ai voulu démontrer que tout va mal, très mal, que la France, l'Europe, le monde, l'humanité se dirigent à pas de géant vers une catastrophe sans précédent.

Vous qui ne militez pas savez, comme nous qui militons, que cette voie que suit l'humanité n'est pas une destinée, mais un cercle vicieux dû à la cupidité de quelques hommes aidée de l'ignorance d'une multitude d'autres hommes.

Vous savez aussi que nos idées, nos théories, nos plans, mis en pratique mettraient la société sur une voie nouvelle et que le résultat le plus immédiat serait non seulement une vie agréable et facile pour tous les êtres humains vivant sur le globe, mais encore l'acheminement quotidien vers la perfection de l'homme.

Par contre, vous ignorez ou refusez de penser que votre inaction, votre attentisme, vous rendent *complices* de tous les *responsables* du désordre actuel.

Complicité particulièrement grave car, je le répète, vous êtes instruits des questions sociales et si la multitude prenait brusquement conscience de son état, elle pourrait vous demander des comptes de votre passivité volontaire et non dupe, de vos ricanements dédaigneux et sceptiques. Elle pourrait vous reprocher aussi d'avoir jalousement gardé tous les enseignements qui vous ont fait ce que vous êtes et que vous devez à l'ensemble social parce que c'est l'ensemble social qui vous les a donnés.

Vos enfants connus et inconnus que vous avez conçus avant, et même après votre prise de conscience, ont droit à vous demander : « Qu'avez-vous fait pour nous ? »

Et même si vous avez fait beaucoup pour eux, vous n'aurez rien fait si vous n'avez pas tenté de modifier l'humanité dans laquelle vous les jetez. Car rebelles, révolutionnaires, passifs « comme les autres », hommes ou femmes, puissants ou misérables, juges ou condamnés, assassins ou torturés, tous sans exception, même inconscients, même fous, souffriront profondément de l'état social dans lequel nous vivons et qui tend par certains côtés à empirer.

Devant l'immensité de la bêtise humaine, devant le flot de lâcheté, de veulerie, de bas égoïsme, vous restez pantois et souvent vous vous êtes demandé : que faire ?

La Révolution que vous proposent les militants ? Ah non ! dites-vous, pas avec « ça », oublieux que c'est de « ça » que vous et nous sommes sortis. Oublieux encore que c'est grâce à ceux qui, dans le passé, étaient sortis eux aussi de « ça », que vous avez compris quelque chose au système social. Constatant que c'est à cause des masses que les idées de liberté, de justice, de solidarité, d'égalité n'ont pas fait leur chemin, mais oubliant toujours que c'est grâce aux masses que nous ne sommes plus ni serfs, ni esclaves.

Vous dites avec juste raison que le peuple est ignorant et souvent stupide. Qu'attendez-vous pour l'instruire et l'éduquer ?

Que la Révolution soit pour demain ou dans mille ans, il lui faudra des hommes capables, ayant besoin de plus en plus de connaissances sociales et techniques.

Vous donnez vos connaissances, dites-vous, aux hasards du chemin et des circonstances ? Mais ne croyez-vous pas que tous ensemble, nous ferions quelque chose de plus grand, de plus important, de plus utile ? Croyez-vous que nous ne serions pas plus forts, si nous cohabitions dans une même organisation ?

Ne pensez-vous pas que nos ennemis auraient plus de difficultés à nous attaquer ?

travail d'éducation nous pourrions entre-

Quel formidable, quel extraordina prendre si chacun de vous apportait sa pierre, son caillou, à l'édifice !

Enumérons : cours du soir de toutes sortes pour les jeunes et adultes. Edition et diffusion de tracts, brochures, quotidiens, affiches, livres. Réédition de nos œuvres importantes. Création de bibliothèques populaires, du théâtre révolutionnaire, de colonies de vacances, d'écoles rationnelles. Renforcement des organismes de solidarité, et que sais-je encore ?

Que de remous nous provoquerions en peu de temps à l'intérieur et à l'extérieur de notre mouvement !.

Par la confrontation continuelle des points de vue individuels nous arriverions à une synthèse qui deviendrait automatiquement la base de la société de demain.

Et les sacrifices sont petits pour la grandeur du but à atteindre : mensuellement quelques heures de votre temps, quelques francs de votre bourse.

Accomplissez donc le geste nécessaire. Venez nous rejoindre. Donnez l'exemple par une action continue, aussi petite soit-elle, et refusez par cela d'être *complices* de ceux qui perpétuent au sein de notre humanité les plus grandes monstruosités.

Nous vous attendons.

A. ARRU.

LE CINEMA

AUBERVILLIERS

DE JACQUES PRÉVERT ET ELI LOTOR

Peu de personnes à Marseille sont parvenues à voir le dernier documentaire de Prévert : Aubervilliers. *Certains films sont du genre parents pauvres, antipathiques et malsains, on nous les cache de préférence. Ce documentaire n'ayant pas l'honneur d'être patronné par quelque mouvement bien pensant : ligue bourgeoise pour le soutien de la famille, parti communiste français ou autres, sa publicité s'en ressent. Qui aurait bien pu savoir qu'il passait la semaine dernière au Capitole avec la* Bataille du Rail ?

Quel manque de tact d'ailleurs : de braves gens ne purent ainsi l'éviter et cette mauvaise plaisanterie dut leur être infligée. Heureusement la direction du Capitole prit des mesures et préserva ses habitués dominicaux d'un spectacle d'un goût aussi douteux. Un film si peu représentatif ! Que va-t-on penser de la France à l'étranger ? Allons, Monsieur Prévert, un peu de pudeur, s'il vous plaît ! Et d'ailleurs, comme le faisait remarquer un spectateur de bonne foi, il est fort possible que tout cela ne soit que trucage, ces gens des studios sont si habiles. Ne parviennent-ils pas jusqu'à donner quelques lueurs d'intelligence au visage d'un Bidault ou d'un Fernandel ?

⁂

Aubervilliers *est un documentaire comme on en voit peu et comme nous souhaitons en revoir. C'est un spectacle qui nous change des habituelles pleurnicheries sentimentales et des infâmes défilés patriotiques. Prévert commente ces prises de vues remarquables, en évitant sans difficulté l'emphase et le trémolo dans la voix. Le contraire nous eût étonné. Ses poèmes, sur une musique de Kosma, sont simples, tristes et teintés d'un humour qui n'est pas toujours rose. Jacques Prévert est certainement un des poètes les plus libres et les plus sympathiques qui soient ; il est de la race des Raymond Queneau et des Benjamin Péret ; et nous sommes heureux de le voir affirmer une fois de plus qu'une société telle que la nôtre doit inévitablement disparaître.*

*En attendant de pouvoir flanquer dans la gueule des bonnes dames patronnesses et autres grands cœurs de profession leurs aumônes et leurs pour-ne-pas-boire, félicitons les auteurs d'*Aubervilliers *qui leur auront déjà fait passer un mauvais quart d'heure.*

A. L.

Pour paraître prochainement

« La vie ardente et intrépide de Louise Michel »,
par Fernand Planche

Voulez-vous aider à l'édition de ce livre ?

Souscrivez votre exemplaire à l'avance, l'auteur vous le dédicacera en remerciement.

Tirage sur beau papier. Seize hors-texte, 280 pages.

Broché, 120 fr. ; relié, 230 fr.
Adresser les souscriptions à Planche, 11, cité Dupetit-Thouars, Paris, 3e. Chèque postal : Paris 1807-50.

Comme Lazare, le Syndicalisme est sorti du tombeau

par Pierre BESNARD

MAINTENANT, le terrain est déblayé ! La situation est nette, de part et d'autre. La cassure provoquée par l'attitude du Parti communiste et ses hommes au Congrès confédéral d'avril a abouti à ses conséquences logiques. Il y a, en ce pays, deux Centrales qui se réclament chacune d'un syndicalisme différent : la C. G. T. qui représente un syndicalisme partisan, liée de la base au faite au P. C., n'ayant de volonté que celle qu'exprime ce parti, prête, comme on vient de le voir, à exécuter toutes les consignes qu'elle reçoit et à entreprendre toutes les actions qui lui sont commandées et dont certaines peuvent mener les travailleurs dans des directions imprévues d'eux et fort éloignées des buts qu'ils croient poursuivre ; l'autre, la C. N. T., parfaitement libre de tous ses mouvements, maîtresse de sa propagande et de son action, pouvant choisir l'heure de celle-ci et les buts vers lesquels elle est dirigée ; indépendante à l'égard de tous les partis et gouvernements, complètement autonome dans son administration et son organisation.

On voudra bien reconnaître, je pense, qu'il y a une différence considérable entre les deux Centrales syndicales, comme il y a aussi une distance énorme entre les deux conceptions qu'ont de l'action présente entreprise pour l'augmentation des salaires et la C. G. T. et la C. N. T.

Il en est de même encore, en ce qui concerne l'exercice de la liberté syndicale. A la C. G. T., surtout depuis que la C. N. T. se dresse en face d'elle, on tente de plus en plus de monopoliser à son profit le droit d'organisation. Nous savions déjà combien il était difficile, pour les travailleurs qui refusent de s'embrigader à la vieille maison de la rue Lafayette, de pouvoir travailler sur un chantier ou dans une usine. Mais, maintenant, on fait mieux — ou pire — à la C. G. T.

Des amis nous apprennent qu'à Bordeaux, on n'a droit aux « bleus » de travail qu'à la condition de pouvoir montrer patte blanche, c'est-à-dire la carte à jour de la C. G. T. ; à Marseille, pour recevoir sa part de pinard, il faut aussi prouver qu'on est bien syndiqué à la « bonne maison » ; à Paris, pour obtenir, dans certaines boîtes, ses tickets de travailleurs de force, il faut avoir en poche la carte de la C. G. T. Nous pourrions citer maints autres exemples de cette violation flagrante du droit syndical par les « cocos » et ceux qui sont à leur solde. Cela viendra peut-être. Mais, pour le moment, nous les avisons que nous sommes décidés, d'une manière ou d'une autre, à mettre fin à de tels procédés et que nous y parviendrons, parce que nous avons la ferme volonté d'y arriver.

Voilà qui situe assez bien une mentalité et une façon d'envisager les choses. Ce ne sera jamais la nôtre, même si, comme nous l'espérons, nous parvenons à dominer numériquement la situation.

Les chrétiens viennent de s'apercevoir, de leur côté, que la C. G. T., qui n'a jamais cessé de réclamer d'eux la mise en pratique de l'unité d'action, entend faire maintenant cavalier seul. Elle vient de les envoyer promener, après avoir formulé ses habituelles propositions d'unité en faveur des salaires.

Ces messieurs sont, paraît-il, pour un temps, les seuls mandataires des travailleurs, en leur qualité de délégués de « *l'organisation la plus représentative* ». Les autres ne sont que de vulgaires crottes de chien et doivent être tenus pour quantité négligeable.. Nous verrons bientôt si cette conception des choses constitue ou non une doctrine de gouvernement.

En tout cas, nous déclarons que, reconnus ou non, cela ne nous empêchera pas, comme la C. G. T. d'autrefois, d'entreprendre et d'essayer de mener à bonne fin l'action que la C. N. T. aura estimée nécessaire pour obtenir satisfaction.

Que la C. G. T., qui se qualifie d'organisation « la plus représentative », soit la seule qui soit « valablement » représentée à la Commission des salaires qui siège au ministère du Travail, peu nous chaut. Ce n'est pas cela qui suffira à donner de la valeur aux propositions qu'elle formule et dont chacun pourra apprécier le sens et la portée en prenant connaissance du communiqué reçu par « *Monde Nouveau* », qu'on trouvera dans ce numéro.

La C. G. T. ne se contente pas de poser l'augmentation des salaires, en fin de période électorale, de faire de cette revendication, mille fois justifiée, un instrument de chantage ministériel et parlementaire et un tremplin pour son action future d'opposition, il faut encore qu'elle se signale par l'incompréhension totale, l'ignorance crasse dont elle fait preuve, en posant la question comme elle le fait. Il est vrai qu'il est aussi possible qu'elle « se foute royalement » des salaires en question et que tout cela ne vise qu'à obtenir des résultats qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

En tout cas, qu'elle le croie ou non, elle devra compter avec une C. N. T. qui sera terriblement bouledogue et qui s'accrochera à toutes les occasions favorables pour mener son action constante en faveur des revendications ouvrières et la propagande pour faire triompher, en France, le syndicalisme révolutionnaire. Ce sera sans doute, pour certain leader de la C. G. T., une nouvelle occasion de le tuer et le porter en terre.

Au train où vont les choses, notre homme n'est pas près de se faire inscrire au chômage.

Comme Lazare, le Syndicalisme est sorti du tombeau. Personne ne l'y remettra.

LE DROIT D'IGNORER L'ETAT

PARMI les principes dont se réclament les anarchistes il en est un qui les résume tous.

C'est celui que *Spencer* a, dans une formule d'un raccourci saisissant, exprimé dans ces mots : *Le droit d'ignorer l'Etat.*

Le droit d'ignorer l'Etat cela signifie : l'Etat et son immense bureaucratie paperassière, les mille et un règlements que le travailleur trouve à chaque instant sous ses pas, ou bien se dressent devant lui pour limiter ses droits.

C'est encore son appareil coercitif et répressif, son organisation policière et judiciaire qui vient le frapper durement lorsque, pour un motif parfois véniel, il a enfreint ses règlements autoritaires.

C'est encore son appareil de mouchardage qui fait qu'à tout instant il est sous la menace d'une arrestation ou d'un emprisonnement si par malheur les opinions émises par lui ne sont pas orthodoxes, je veux dire suivant l'orthodoxie du jour, car celle-ci, que ce soit en démocratie bourgeoise ou bien en démocratie soi-disant prolétarienne, varie suivant les circonstances et la volonté des puissants du jour.

Et n'est-ce pas en raccourci la preuve la plus évidente de la nocivité de l'autorité, car l'Etat n'est en définitive que l'expression même de cette autorité.

Dans une brochure restée fameuse : « **l'Etat et la Révolution** », Lénine déclare :

« Ce qui nous sépare des anarchistes, c'est la conception de l'Etat. »

Et là-dessus Lénine dans une longue disgression se lance dans un distinguo subtil entre ce qu'il appelle l'Etat et l'appareil de l'Etat.

A vrai dire Lénine ne donne qu'une définition assez vague de ce fameux appareil de l'Etat, mais à la lumière de l'expérience russe, il est relativement facile d'en dégager la structure. Il suffit seulement de se rappeler qu'en 1926 la Russie comptait 17 millions de fonctionnaires (un par neuf habitants).

Or chacun de ces fonctionnaires, et plus particulièrement dans les provinces les plus reculées de la Russie et éloignées de ce fait du pouvoir central, étaient de véritables petits roitelets interprétant à leur manière les ordres venus de Moscou, et légiférant pour leur compte. Tout devait s'incliner devant eux et malheur à ceux qui émettaient un doute quelconque sur l'omnipotence des maîtres du jour.

Cet appareil de l'Etat est devenu si puissant en Russie qu'il a fini par se cristaliser et par créer un Etat dans l'Etat, une bourgeoisie de fonctionnaires jalouse de ses privilèges et plus rapace et plus tracassière que la bourgeoisie capitaliste.

Il n'est pas exagéré de dire qu'elle représente une telle force qu'elle finira tôt ou tard par dévorer le régime, et que sa disparition demandera une révolution plus sanglante encore que celle qui a balayé le régime tsariste.

C'est donc contre ce danger mortel que les anarchistes veulent avant tout diriger leurs coups en préconisant, une fois la Révolution effectuée, la défense de cette Révolution, en empêchant par tous les moyens la reconstitution de l'autorité et de son émanation directe : l'Etat.

J.-P. SIEURAC.

DEUXIÈME LETTRE OUVERTE au M.F.A

Chers Camarades,

C'est avec plaisir que nous avons enregistré sur votre journal « Vers l'Abondance », n° 39, la réponse à notre première lettre ouverte parue dans « Monde Nouveau » n° 3.

Permettez-nous de vous dire que les réponses aux questions posées ne nous donnent pas entière satisfaction. Non parce que vous n'abondez pas entièrement dans notre sens, mais parce que vous faites d'une part quelques erreurs et d'autre part parce que vous éludez.

Vous nous répondez à la première question posée ceci :

« Comme tout le monde est consommateur, c'est donc l'intérêt commun et collectif qui retient notre attention. Dans ce cas que viennent faire les syndicats dans notre affaire. Vous savez très bien, chers camarades, que les syndicats ne sont que le groupement d'ouvriers ayant des intérêts communs dans une corporation, pour lutter contre l'intérêt de ceux qui sont en face ».

Voilà la première erreur. Les syndicats ont été créés dans le but immédiat de défendre les intérêts d'une classe : les salariés. C'est vrai. Mais ils ont une autre mission : lutter jusqu'à la disparition du salariat et du patronat.

Ces associations de producteurs deviendront alors automatiquement, par la force des choses, l'organisation structurale de l'économie productive de la Société de demain. C'est grâce à la structure syndicale que du jour au lendemain, l'économie capitaliste « à chacun selon ses forces » pourra être transformée en économie égalitaire, abondanciste et libertaire « à chacun selon ses besoins ».

Vous dites encore : « En économie distributive, tout le monde travaille dans l'intérêt de la collectivité ». Nouvelle erreur. Enfants, vieillards, malades, retraités, ne travaillent pas. Ils consomment uniquement. Ils ont pourtant comme les autres droit de regard dans l'organisation sociale. C'est dans « l'Association des consommateurs » qu'ils trouveront leurs places. Ainsi nous aurons l'équilibre.

Syndicats des producteurs qui organisent la production dans tous ses domaines.

Syndicats des consommateurs qui organisent la distribution, font connaître leurs besoins et leurs suggestions.

C'est alors que le « syndicalisme » connaîtra son vrai rôle social.

Dans la réponse à la première question d'une part vous niez le Fédéralisme, mais d'autre part vous nous dites avoir introduit dans votre règlement intérieur la motion suivante :

« L'organisation de l'économie distributive reste sous le contrôle des usagers, à l'exclusion de toute forme étatiste centralisée qui serait privative de liberté ».

Mais alors, que comptez-vous faire ? Vous refusez le centralisme et le fédéralisme. Avez-vous inventé autre chose ?

Une société devrait être la libre association des individus au sein de leurs lieux de résidence (qui peuvent prendre nom et forme de famille d'élection, commune district, région). Ces êtres ont des intérêts particuliers à l'intérieur de leur commune et des intérêts communs à l'extérieur, avec les autres communes. Résultat : association d'individus et liaison des associations entre elles. Bases morales : Liberté, solidarité, entr'aide. Voilà ce qu'est le Fédéralisme Révolutionnaire. Ajoutez-y tous les rouages nécessaires à la vie en société de demain et cela ne vous empêchera pas d'aller « de Marseille à Paris en trois heures », et peut-être vous permettra d'y aller en une heure trente. Abordons la deuxième question. Vous écrivez :

« A quoi bon faire la Révolution sanglante, camarades, si c'est pour remplacer les ministres ignorants par des ignares ».

C'est une plaisanterie, n'est-ce pas ?

Car, vous occupant de sociologie, vous n'ignorez pas que les libertaires ne veulent ni Etat, ni Gouvernement, donc pas de ministres.

Vous voulez changer l'état actuel des choses au seul moyen de l'Education. « Convaincre et éduquer l'électeur et l'élu ». Permettez-nous de sourire. Peut-être arriverez-vous à convaincre une partie des électeurs, les mal lotis, les mécontents, les exploités, les tondus. Quant aux élus, aux profiteurs, aux exploiteurs, aux privilégiés !.. Sérieusement, y croyez-vous ?

Malgré tout, nous sommes d'accord : il faut éduquer, convaincre, instruire, mais hélas ce n'est pas suffisant. Il faudra, un jour et le plus tôt possible avec le concours de ceux qui auront déjà compris, renverser l'ordre (?) social présent, c'est-à-dire renverser ceux qui ont intérêt à le perpétuer. Puis empêcher que quiconque essaie de le rétablir, le temps que le ou les peuples puissent s'organiser avec le peu de science que nous leur aurons donné et surtout avec ce que le bon sens populaire, très pratique, très sain, saura construire, une fois débarrassé de l'intérêt vénal qui préside aujourd'hui à ses destinées.

Oui, « c'est l'Abondance qui l'emportera »... lorsque les abondancistes auront vaincu les affameurs.

Quant à la troisième question vous l'avez déformée et vous n'y avez donc pas répondu.

Nous vous demandions votre position vis-à-vis des religions en conséquence de l'éducation qu'elles donnent et qu'elles entendent toujours donner.

Vous qui êtes des scientistes, acceptez-vous, oui ou non, que les églises s'emparent des cerveaux des enfants et leur enseignent des légendes stupides comme vérités indiscutables ?

Prenons un exemple : dans la Vendée, en 1936, il existait plus de 400 écoles catholiques. Dans 350 de ces écoles qui enseignaient à 35.000 élèves environ, il n'était donné aucune notion de sciences. Ni physique, ni chimie, ni histoire naturelle. Cela était possible parce que les instituteurs dits libres présentaient leurs élèves au certificat d'études libres où il n'était posé aucune question sur lesdites matières.

Vous qui voulez instruire et éduquer et qui nous écrivez « qu'il existe plus de neuf cents religions sur cette terre » (et de l'aveu de tous les croyants de toutes les religions 899 sont dans l'erreur) pouvez-vous accepter que l'on enseigne aux tout-petits les fables de la Création, de l'Eden, du serpent, que notre monde a 6.000 ans, etc., etc..., et que l'on n'enseigne pas les vérités indiscutables de la science ?

Relisez donc un simple catéchisme et dites-nous franchement si les foutaises qui y sont écrites à l'usage de nos enfants peuvent en faire des hommes capables, logiques, rationnels ?

Que vous acceptiez chez vous tous les hommes sans distinctions d'opinions politiques ou religieuses, parfait. Mais où nous ne comprenons plus c'est lorsque vous refusez de combattre des mensonges et des erreurs *parce qu'ils sont émis sous le couvert de la religion.*

Pourquoi, alors, combattez-vous les mensonges et erreurs des partis politiques ?

Nous savons qu'il est plus facile de recruter des hommes en évitant d'heurter leurs croyances, leurs convictions, leurs sentiments, leurs instincts, leurs habitudes. Arrondir les angles en matière de sociologie s'appelle : diplomatie ou politique. Méfiez-vous, chers camarades, vous pouvez constater comme nous où cela amène.

Nous espérons que vous ne vous lasserez pas de cette controverse, puisque en multiples occasions vous la recherchez.

Nous vous prions de recevoir, chers Camarades, l'expression de notre salut bien fraternel.

Le bureau de la Fédération Locale
de Marseille du Mouvement
Libertaire.

Trois histoires

Une partie de la presse locale reproche à l'organisation régionale de l'Entr'Aide Française quelques « anicroches » dans son fonctionnement. D'avoir payé, par exemple, pendant 22 mois une « sorte de fondé de pouvoirs » qui exerçait un commerce et ce malgré le règlement qui l'interdit. De recevoir des dons de marchandises qui disparaissent étrangement. D'appointer des employés de l'échelon supérieur qui ne font voir leur visage qu'à la « Sainte-touche ». D'avantager des organisations inféodées et dirigées par un des trois grands partis politiques qui gouvernent la France, etc..., etc...

Il semble que tous ces « petits faits » aient quelques fonds de véracité puisque le Conseil Général, réuni le 3-7-46 en a discuté chaudement et que le Préfet est chargé de faire une enquête.

■

L'Entr'Aide Française demande à la séance du Conseil Général du 3-7-1946 une subvention mensuelle de deux millions de francs pour boucler son budget en déficit.

On discute... ! On s'eng... ! Mais à l'unanimité l'Assemblée vote dans sa séance du 3-7-46 une subvention de 200.000 francs par mois pour les besoins de l'Entr'Aide Française. Et pour pacifier les esprits de ce bon peuple de France on indique que l'enquête suivra son cours.

■

Conseil Général, séance du 3-7-1946 : « Le Budget supplémentaire de 1946 fait ressortir un déficit de 43 millions 600.000 francs que l'Assemblée demande à l'Etat de combler par une subvention. » (*Les Journaux*).

Moralité. — *L'avantage du régime démocratique sur le régime d'autorité absolue est que l'électeur a le droit — EN PAYANT — de bien rigoler doucement.*

AIREHESSE.

Pour "MONDE-NOUVEAU"

5e LISTE DE SOUSCRIPTION

De Biver : Hicart W.	20
De Giroux : Lacour	10
De Thiers : Dugne	50
d'Aimargues : Perrier	20
De Marseille :	
Groupe St-Mauront-Belle-de-Mai	500
Concas	100
Brun	10
Total	710
Total des listes précédentes	18.100
Total général	18.810

LA VIE DU MOUVEMENT

Fédération locale de Marseille

12, Rue Pavillon (2e Etage)

Congrès Régional

La XIIe Région — Centre Marseille — avertit tous les groupes et camarades isolés appartenant à la F. A. qu'un Congrès Régional aura lieu les 27 et 28 juillet à Marseille.

Les délégués devront être porteurs d'un mandat.

Les isolés porteurs de la carte de la F. A.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'administration du journal.

⁂

Réunion Hebdomadaire

Nous rappelons que la réunion de la F. L. de Marseille a lieu le vendredi, à 20 h. 30.

⁂

Solidarité Internationale Antifasciste

Le 23 juin, le meeting organisé par S. I. A. a réuni dans la salle du Châtelet-Cinéma environ 400 personnes.

Après un court et brillant exposé du Président A. Pagni, la parole a été donnée à notre camarade Arru, qui fit un historique de S. I. A. depuis sa naissance, en 1937, jusqu'à nos jours et rappela le travail gigantesque accompli par les sections espagnole et française de cette organisation.

Ce fut ensuite le tour de Puig Ellias, très écouté par les camarades espagnols venus nombreux à la réunion.

Retraçant brièvement le calvaire des antifascistes de son pays, il conclut en demandant que l'impossible soit fait pour leur venir en aide et chasser enfin le sinistre Franco.

L'exposé de notre camarade A. Laneyre termina la réunion. Par sa éloquence, la profondeur de son raisonnement, il enthousiasma l'auditoire. Rappelant des faits historiques précis, citant le travail de Kropotkine, il démontra magistralement que la Solidarité a de tout temps existé et sera la seule base morale dans la société de demain.

⁂

Jeunesses Libertaires

Les Jeunesses Libertaires sont constituées et tiennent une réunion tous les samedis, à 17 heures, au 12 rue Pavillon.

Adresser provisoirement toute correspondance à l'administration du journal.

ECOLE DU MILITANT

L'école du militant a lieu tous les jeudis, à 20 h. 30, au 12, rue Pavillon.

Nous invitons particulièrement les jeunes à participer à ces travaux.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le Vendredi 19 Juillet, à 20 h. 30

ORDRE DU JOUR :

Congrès Régional
Jeunesses Libertaires
S. I. A.

De la démocratie ? En voilà!..

Le nom de Félix Gouin n'ayant inspiré confiance, je me suis rendu, en curieux, à la réunion politique donnée le 1er juin 1946, dans la salle des Variétés-Casino à Marseille, pour y entendre la péroraison socialiste.

C'est devant une assistance très nombreuse que s'est effectué le défilé oratoire des divers propagandistes du parti socialiste. Il est environ 19 h. 45 lorsque M. F. Gouin finit son discours, dans lequel rien n'a été oublié de ce qui peut être utile à l'asservissement d'un peuple... mais pas un mot en ce qui concerne le Ravitaillement. Un oubli peut-être ou plutôt mauvaise volonté et incapacité de traiter la question au grand jour, car trop de vérité serait à dire et il vaut mieux la laisser sous le boisseau.

Donc, la vedette ayant terminé son exhibition oratoire, des camarades membres du Mouvement Français de l'Abondance pensèrent qu'il serait bienvenu et de circonstance que leur Président, Alfred Doërr, fît un exposé sur la question économique et au nombre d'une centaine demandèrent ou plutôt crièrent : au micro ! au micro ! Doërr !

C'est alors que les adhérents du Parti Socialiste, lequel semble désormais vouloir rivaliser avec le P. C. F. en fait de chauvinisme, ont donné la mesure de ce dont ils sont capables en attaquant en vrais... hommes de mains le contradicteur.

C'est ainsi que, à coups de poings et de crosses de revolver A. Doërr fut sérieusement blessé.

Le lendemain, la presse du Parti ayant eu la pudeur de taire cette sauvagerie, un journal, la « Marseillaise », faisait savoir à ses lecteurs que « un certain Doërr a eu une distribution d'Abondance » (textuel).

Et voilà un exemple de plus, entre tant d'autres, de ce que l'on peut attendre des politiciens de tout acabit et j'espère que cela servira de leçon à tous ceux qui ont encore la naïveté de croire que l'émancipation du peuple se fera politiquement.

BRUN.

NOS GROUPES

SAINT-HENRI

Les camarades sympathisants désirant militer au sein du groupe anarchiste de la Vallée de Séon sont priés de se mettre en relation avec Couissinier, 12, boulevard d'Annam, Saint-Henri.

SAINT-LOUIS

Réunion tous les lundis, au bar de l'Union, à partir de 18 h. 30.

MADRAGUE

Le groupe Kronstadt, de la Madrague-de-Montredon, se réunit tous les samedis, à partir de 20 heures, au bar du Bon-Accueil, 93, chemin de la Madrague.

PONT-DE-VIVAUX
LA TIMONE, ST-LOUP

Réunion tous les jeudis, de 19 h. à 21 h., au bar du Petit-Caveau, route Nationale, Pont-de-Vivaux.

Confédération Nationale du Travail

DANS LA BANQUE

Le Scandale des Salaires

Dans la Banque, la C.G.T. a entendu que les salaires soient réajustés... d'une drôle de façon. C'est le moins qu'on puisse dire.

Voici quelques chiffres — rigoureusement exacts — pour s'en faire une idée.

En 1914, un employé qui avait entre 25 et 30 années de présence dans la Banque, un sous-chef de service, un chef de service et un membre de la Direction percevaient respectivement un salaire mensuel de 200, 250, 333.33 et 500 francs.

Actuellement, un sous-chef, un chef de service, un membre de la Direction encaissent respectivement 12.500, 16.666 et 25.500 francs.

Par conséquent, ces trois catégories de travailleurs qui constituent les « cadres » ont vu leur salaire — par rapport à celui de 1914 — multiplié exactement par 50.

Logiquement, et pour la même raison, un employé devrait donc encaisser mensuellement 10.000 francs (200 multiplié par 50).

Or, son salaire varie entre 6 et 7.000 francs.

Pourquoi ?

C'est là une injustice flagrante !

C'est là un scandale qui doit cesser !

Il est certain par ailleurs que le salaire des « cadres » est normal. Par les temps qui courent...

Mais pourquoi donc les employés se trouveraient-ils lésés par rapport à ceux-ci d'un montant variant entre 3 et 4.000 francs ?

Et si les pontifes syndicaux reconnaissent que le coût de la vie a, depuis 1914, été multiplié par 50, il l'a été pour les uns comme pour les autres. Cela est évident.

La Confédération Générale du Travail — une fois de plus — a donc trahi les intérêts des travailleurs....

H. HESSE.

Pour tout ce qui concerne la Confédération Nationale du Travail (C. N. T.) prière de s'adresser à l'administration de « Monde Nouveau »

BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE SOUSCRIPTION

Désirant m'abonner pour 20 numéros à Monde-Nouveau, *je joins à cet effet quatre-vingt-dix francs.*

J'ajoute la somme de ..... destinée à la souscription (facultatif).

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

Adresser les fonds à JOSEPH GAMBARELLI, *8, rue Sainte-Françoise, Marseille — Compte-Chèque-Postal 217-82, Marseille.*

La C. G. T. contre la liberté syndicale

La C. G. T., qui prétend représenter l'ensemble des Syndicats et des syndiqués et écarter de toute discussion, soit avec le patronat, soit avec l'Etat, les représentants de toutes les autres organisations syndicales, entend également exercer sa dictature dans tous les lieux de travail et exiger de tous les travailleurs qu'ils adhèrent à la seule C. G. T., ce qui constitue, indéniablement, une entrave constante à l'exercice du droit syndical.

Pour obtenir le résultat qu'elle cherche à atteindre, la C. G. T. emploie même certains moyens dont nous faisons juges le Gouvernement, le Parlement, la Presse, l'opinion publique et les travailleurs de ce pays.

Certains faits que nous relatons ci-dessous illustreront ce que nous affirmons de façon éclatante :

1° à MARSEILLE, la Coopérative des Docks (C. G. T.) ne distribue du vin qu'aux porteurs de la carte de la C. G. T. ;

2° à AIMARGUES, la mairie communiste ne distribue des « bleus de travail » qu'aux adhérents de la C. G. T., sur présentation de la carte ;

3° à AUBERVILLIERS (Magasins Généraux), les tickets de travailleurs de force n'étaient distribués que sur présentation de la carte de la C. G. T. Il a fallu l'intervention du colonel américain qui dirige cet établissement pour faire cesser cette façon de faire ;

4° à FIVES-LILLE (Société de Constructions Mécaniques), la coopérative ne fournit du ravitaillement qu'aux porteurs de la carte de la C. G. T.

Tous ces faits sont probants. Nous en tenons d'autres en réserve.

La C. N. T. pose la question :

Y a-t-il oui ou non un syndicalisme d'Etat obligatoire ?

⁂

Nouvelle trahison de la C.G.T.

La C. G. T., qui lançait la veille des élections, le mot d'ordre : *Augmentation générale des salaires de 25 %*, a jugé bon de ne pas soutenir elle-même cette revendication jusqu'au bout et de s'en remettre tacitement au Parti communiste, pour négocier avec le président Bidault au sujet du sort fait à l'augmentation des salaires par le chef du gouvernement provisoire.

Bien entendu, à cette négociation était liée la seule question intéressant le Parti communiste : La participation au Cabinet en formation.

C'est ainsi que le Parti communiste accepta de faire partie du nouveau gouvernement tripartite *à la condition que la révision des salaires n'accroisse pas de plus de 15 % les charges de l'économie.*

Que signifie cette formule ambiguë ? Que veut-elle dire ? Que doit-on comprendre ? Bien malin qui pourrait le dire.

Mais, aux usines, une chose est certaine, indiscutable : *Les 25 % ont été abandonnés par la C. G. T. et le Parti communiste pour le plat de lentilles du pouvoir.*

Il ne reste à la C. N. T. qu'à reprendre toute la question par le pied et à essayer de la résoudre, en la plaçant sur son véritable terrain.

LA C. N. T.

Vu l'abondance des matières, nous n'avons pu placer dans ce numéro la suite des extraits de l'intéressant ouvrage d'Abécassis : « La Honte des Siècles ». Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

DANS NOTRE RÉGION

ROMANS

Vendredi 14 juin, salle de l'Eden, dans une belle conférence, Bernardo POU a développé devant un auditoire attentif : « Révolution Espagnole et Communisme Libertaire ».

Après avoir fait l'historique des luttes du prolétariat espagnol, des avantages obtenus par l'esprit de cohésion de la F.A.I. et de la C. N. T., il a démontré que seule l'union des anarchistes avait permis les réalisations du communisme libertaire en Aragon et en Catalogne, où une étendue de terrain de 40 kilomètres carrés avait été travaillée en commun et à la satisfaction du ravitaillement.

Il a ensuite expliqué la mise en marche des tramways de Barcelone par le Syndicat, dans des conditions qui ont surpris les bourgeois eux-mêmes, étant donné le manque de carburant.

Il s'est étendu sur le méfait du centralisme, de l'Etat, et a conclu que seule la commune libre pouvait assurer de manière satisfaisante la production et la répartition, en s'appuyant sur le Fédéralisme Libertaire.

Un contradicteur s'est élevé pour critiquer notre abstention électorale. Aimé Glenat a réfuté ses arguments : que nous n'avions pas à choisir entre la trique noire et la trique rouge, que nous préférions garder la trique pour nous, en espérant nous en servir ; alors là, nous retroussserions nos manches ! Il fut applaudi lorsqu'il montra les « élus » s'engraissant comme de gros vers dans le fromage, le pourrissant et le pays avec.

⁂

AIX-EN-PROVENCE

Mercredi 29 mai, un nombreux public a applaudi nos camarades A. Arru et P. Lapeyre, venus exposer la doctrine, les aspirations et les buts du Mouvement Libertaire.

A l'issue de son magnifique exposé, P. Lapeyre répondit magistralement à diverses questions posées par différents auditeurs.

Nous remercions nos camarades et sympathisants d'être venus en aussi grand nombre et nous les informons qu'une permanence est assurée chaque vendredi au Bar Terminus (place Forbin), à partir de 20 h. 30.

Pour le Groupe :
Le Secrétaire.

AVIGNON

Le 26 mai, un groupe de libertaires venus de tous les coins du Vaucluse s'est rendu à Beaucaire. Sur une colline dominant le cours sinueux du Rhône, ils retrouvèrent des camarades venus du Gard.

Après un joyeux repas, une discussion s'engagea et d'importantes décisions furent prises.

Le 23 juin, une nouvelle ballade champêtre a resserré les liens de bonne fraternité.

Les adhérents au groupe augmentent de jour en jour, tandis que des sympathisants s'affirment nombreux

Réunion tous les samedis, à 20 h. 45, au bar de l'Hôtel-de-Ville, place Clemenceau.

Pour *Monde Nouveau*, s'adresser à notre camarade Hippolyte Gay, 8, rue de la Tarasque.

NICE

Les camarades de Nice font un appel pressant à tous les militants libertaires et les prient de se mettre en relations avec Constant, 48, avenue Borriglione, Nice.

⁂

MONTPELLIER

GROUPE SPARTACUS

Réunion tous les samedis à partir de 20 heures, au bar des Remparts.

⁂

THIERS

(Puy-de-Dôme)

Pour la région de Thiers, les camarades peuvent se mettre en relation avec Dugne, aux Fichardies.

PREMIERE ANNEE. — N° 6. MENSUEL 15 OCTOBRE 1946.

MONDE NOUVEAU

L'exemplaire : 5 fr. ORGANE RÉGIONAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE - 12me Région Abonnements (20 numéros) : 90 fr.

Rédaction-Administration : **J. GAMBARELLI, 8, Rue Sainte-Françoise.** — C.C.P. 217.82, Marseille

A QUOI BON ?

par **A. ARRU**

Le doute accapare encore bon nombre de nos amis.

L'anarchie reste pour eux un idéal merveilleux mais encore inaccessible.

Pris dans l'engrenage de la Société présente, accaparés par les difficultés matérielles de la vie, subissant l'ambiance de bêtise, de désespoir, de veulerie, de lâcheté qui semble régner au sein du prolétariat mondial, ils perdent confiance et réagissent de moins en moins.

Ils ont été touchés pourtant par la beauté d'une organisation sociale définie par E. Reclus, pour être la « plus haute expression de l'ordre », mais par ailleurs ils sont aigris de sentir l'incompréhension, de constater les défaillances des travailleurs manuels et intellectuels. Ils sombrent dans le pessimisme, oublieux que cette forme de penser, comme l'optimisme n'est que mensonge.

Je vais essayer aujourd'hui, pour eux, de faire le point en répondant sur un plan réaliste à la question éternelle, si amollissante et si décourageante : à quoi bon ?

Où en sommes-nous depuis que les Proudhon, Kropotkine, Bakounine, les frères Reclus ont jeté par le monde l'idée d'une organisation sociale sans Etat, sans Gouvernement, sans Autorité ?

Il ne s'agit naturellement pas ici, dans cet article, de faire l'historique du mouvement Anarchiste mondial. Il suffit de noter les faits concrets qui démontrent la chute ou l'ascension de notre idéologie.

Remarquons en premier lieu, dans l'histoire des faits, trois dates :

1871 : la Révolution de la Commune. Sous l'influence d'une infime minorité de *Proudhoniens* se dégagent nettement les principes du fédéralisme. C'est autour de l'idée fédéraliste qu'anarchistes et anarchisants (malgré leur petit nombre et leur manque de cohésion ainsi que de plans constructifs) rallient les masses populaires. L'idéal anarchiste vient de naître réellement et de s'affirmer par une action révolutionnaire qui sera dans l'histoire des peuples les premières tranchées des fondations de la société anarchiste.

1917 et 1921 : Révolution russe : Au commencement de la révolution russe on dénombrait dans toute la Russie environ trois mille anarchistes plus ou moins organisés.

Sous l'impulsion des plus actifs d'entre eux une partie de ces militants arrive en quelques mois à provoquer dans presque toute l'Ukraine (30 millions d'habitants) le ralliement de la population en majorité paysanne en faveur de l'ordre libertaire.

Pendant quatre ans ce peuple luttera et contre les Denikine, Wrangel et Cie aux ordres du capitalisme international et contre les nouveaux tsars de Russie qui veulent briser cet élan révolutionnaire qui déjà a su en pleine révolution organiser l'économie, l'éducation, les rapports sociaux avec plus de profondeur, plus de rapidité, plus d'ordre que le gouvernement dictatorial de Moscou.

Ajoutons à cela que les Soviets de la première heure, particulièrement ceux de Moscou, influencés par les militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires étaient la réalisation de l'usine aux ouvriers, chère à nos aspirations. Il fallut des années de dictature féroce ou l'assassinat, la déportation, l'emprisonnement à vie, la torture, étaient de règle contre les révolutionnaires qualifiés d'anarchistes, pour que le pouvoir bolchevique puisse transformer cette organisation syndicaliste révolutionnaire en rouage d'Etat.

Ici les anarchistes eurent non seulement des plans de bataille, mais encore des plans d'organisation sociale. Ce ne fut pas un appel au monde, mais une lutte silencieuse pour réaliser envers et contre tous les ennemis l'application de théories déjà bien étudiées.

1936-1939 : La Révolution espagnole : Si pendant la Commune et la Révolution russe, les anarchistes profitèrent de circonstances pour fonder une société fraternelle, en Espagne ils furent les animateurs de la révolution

(*suite en 3e page*)

Autre Simple Histoire

par **Aristide LAPEYRE**

Il mourut à 99 ans, juste comme on préparait les fêtes de son centième anniversaire. C'était un grand et vigoureux vieillard, portant beau et qui mourait ainsi de sa première maladie

Il laissait à sa veuve et à sa fille, de vastes domaines, bien entretenus, un cheptel impeccable qui avait été sa grande passion.

L'enterrement fut semblable aux enterrements de gros propriétaires ; il fut suivi par tout le village et, bien payé depuis de nombreuses années, monsieur le curé fit bien les choses et chanta beaucoup. Le silence ne cessa de régner dans l'immense demeure où rien ne paraissait avoir changé. Tout le monde des domestiques allait avec les mêmes précautions que toujours, tous bien grassouillets, satisfaits, pas fatigués. C'étaient des gens de bonne maison.

La veuve se cloîtra un peu plus, oh ! si peu ! et la fille comme de tout temps continua à regarder vers la place, sans curiosité, semblait-il, les mains occupées à un ouvrage de broderie qui ne finissait jamais.

Deux jours après, le village ne parlait plus de ce mort qu'avaient, de loin, connu pères et grands pères, qui étaient, pourtant, comme une de ces vieilles maisons datant « d'autrefois ».

On en reparla un peu et de ses domaines quand la demeure du centre du village reçut quelques visites d' « étrangers ». Les domestiques bavardèrent. On sut que quelqu'un avait trouvé un mari à la fille : « un type qui n'est pas d'ici », qui allait tout vendre à des « étrangers » et emmener femme et belle-mère.

Mariage, vente, départ, cela ne dura que quelques jours, fut d'une telle discrétion qu'on ne s'en aperçut pas. Le mari, jeune et lourdeaud, « instruit » disait-on, fit quelques visites aux propriétés qu'il vendait et l'on n'entendit plus parler de personne.

Cependant, dans le village, il y avait un petit enfant qui ne perdait rien des conversations, qui observait étonnament pour son âge et n'eût de cesse qu'il ne soit parvenu à reconstruire pour lui l'histoire de ces personnages si falots et qui disparaissaient de sa vie, comme de toute vie peut-être.

Encore aujourd'hui, quand il veut bien conter cette histoire, une mélancolie s'empare de lui comme s'il avait joué dans les évènements un rôle important et douloureux.

Quand il entendit à l'école, citer le proverbe : « L'argent ne fait pas le bonheur » il pensa et pense encore après plus d'un quart de siècle à ces riches de son village.

Voici toute simple et vraie l'histoire qui lui fut contée.

Lui, avait 72 ans ; il avait pas mal vécu en gros propriétaire terrien, avait connu quelques déboires sentimentaux était tout seul et s'embêtait terriblement en compagnie de ses seuls domestiques

Il n'avait pas de famille, était encore gaillard Des gens bien-pensants essayèrent de le circonvenir, mais le vieux matois ne marchait pas. Un beau jour, on lui présenta après de longs pourparlers, une jeune fille de 24 ans, une belle fille ma foi, une jeune fille « de bonne famille » mais qui, ruinée, avait été entretenue et élevée dans une pension religieuse.

Le morceau lui plut, le mariage eut lieu et, un an plus tard, la bien heureuse maman mettait au monde une fille bien constituée, parfaitement décidée à vivre.

Des esprits malicieux ont souvent insinué — il y a même là-dessus, une phrase célèbre de Napoléon — qu'un jeune marié de 70 ans, si sa femme

(*Lire la suite à la 2e page*)

Duboin et Doerr

POLITICIENS ?

Nous apprenons qu'à la suite de la belle manifestation organisée par le M. F. A. aux Arènes, dimanche 29 septembre, où les deux leaders du mouvement, Duboin et Doërr, affirmaient ne jamais faire appel aux bulletins de vote de leurs auditeurs ; le soir même dans une réunion du Comité exécutif du M. F. A. Doërr informa ses camarades de son intention d'affronter la compétition électorale, sa campagne devant être appuyée par Duboin. Quelle douche pour les abondancistes sincères.

C'est le mardi 1er octobre que la chose a été présentée aux militants du M. F. A. Il y eut du « grabuge », ce jour-là, salle Mazenod...

Il importe peu du reste que les deux leaders reviennent ou non sur leur décision. Cette tentative d'amener ce mouvement à la politique n'est pas la première, (Duboin n'est-il pas déjà président d'honneur du parti S. O. C. fondé par les politiciens parisiens du M. F. A.), et même si Doërr et Duboin reculaient cette fois devant la réticence des adhérents du M. F. A., on assistera à de nouvelles manœuvres qui finiront par l'emporter.

Tout ceci est loin de nous surprendre. Déjà en conclusion de notre deuxième lettre ouverte aux camarades du M. F. A. en juillet dernier, nous leur disions : Méfiez-vous !

Nous n'avions, hélas ! que trop raison !...

Le M. F. A. devait fatalement se diviser le jour où ses adhérents discuteraient de la méthode d'action à employer pour réaliser leur théorie.

Nous constations aussi dans ce mouvement un autre danger : l'adoration des leaders !

Duboin était qualifié de génie, Doërr en passe de l'être, tant et si bien que l'on a fait de ces deux hommes l'âme du M. F. A. à tel point que leur geste politique actuel engage le mouvement tout entier, malgré que la grande majorité des membres soit contre cette action.

Nous pourrions nous vanter de notre perspicacité, nous ne faisons que regretter qu'un mouvement d'éducation économique, axé sur des idées de bien-être pour tous et de paix mondiale, sombre dans cette pourriture qu'est la politique.

Aussi terminerons-nous en flétrissant l'attitude des Duboin et Doërr, qui viennent de trahir en quelques instants des années de propagande faite non seulement par leurs plumes et leurs paroles, mais par le sacrifice de militants obscurs, dévoués et sincères.

LA FEDERATION LOCALE DE MARSEILLE.

P.-S. — Doërr, qui a eu connaissance de cet article avant l'insertion (ce n'est pas nous qui le lui avons communiqué), a dit à deux de nos camarades que ce texte était faux. Nous ne désirons pas polémiquer. Nous laissons juges les camarades de l'Abondance qui assistaient, et à la réunion du Comité exécutif et à la réunion du 1er octobre, salle Mazenod.

Fédération Anarchiste - 12e Région

DIMANCHE 20 OCTOBRE, à 9 heures du matin

Cinéma ROXY, 30, rue Tapis-Vert

CONFERENCE

PUBLIQUE et CONTRADICTOIRE

par **Aristide LAPEYRE**

Ni politique de droite, ni politique de gauche

Que sont et que veulent les Anarchistes

Ces conférences auront lieu également :

Aix, le 21 octobre, à 21 heures, salle des Etat-Généraux (Mairie).

Toulon, le 22 octobre, à 21 heures, salle des Œuvres, 3, rue Racine.

Cannes, le 23 octobre, à 21 heures, salle des Mutilés, 23, rue de Mimont.

Nice, le 24 octobre, à 21 heures, salle Cartonia, 13, rue Macarani.

Crise de Moralité

Le 28 août 1946, Monsieur Jacques BARDOUX, député, dans une intervention à l'Assemblée Constituante, déclarait :

« Nous pouvons dire, sans exagérer, que la France a été désaxée moralement. La guerre n'est pas une école de sciences morales...

« Le nombre des mineurs traduits en justice a suivi l'évolution suivante : en 1930, 8.972 ; en 1940, 16.937 ; en 1941, 32.327 ; en 1942, 34.781 ; en 1943, 32.290.

« Les chiffres réels, Mesdames et Messieurs, sont beaucoup plus importants encore...

« Le chiffre s'élève à environ 60.000 pour 1944.

« Une statistique du Ministère de la Justice évalue le nombre des enfants délinquants et en danger moral à 150.000, alors que le nombre d'enfants en situation irrégulière s'élèverait à 300.000 » (*J. O.* 28-8-45).

....

Un peu plus tard dans cette même assemblée, un scrutin est ouvert sur un amendement.

Je cède la parole au Président de séance :

« Messieurs les Secrétaires m'informent qu'il y a lieu de procéder à l'opération de pointage.

« *Ils m'informent également qu'il y a plus de bulletins que de députés !*

« Je prie nos collègues de ne pas revenir à DES HABITUDES ANCIENNES, que tout le monde réprouve ». (*J. O.* du 28-8-1946).

Que tout le monde réprouve ?

Je suppose que les députés qui commettent cet acte délictueux ne le réprouvent pas, eux, n'est-ce pas ? Il semblerait même que l'Assemblée, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne fut pas fortement choquée par l'immoralité de quelques-uns de ses membres. A preuve, M. Antier, député, intervint et dit :

« Il faut inscrire au procès-verbal les noms de ceux qui ont chargé ». (*J. O.* même date).

Mais alors, pas un autre représentant du peuple de France n'approuva cette proposition, même pas vous, Monsieur le Président !..

.. ..

Voyez-vous, Monsieur Jacques Bardoux et vous journalistes en mal de copie qui faites votre papier quotidien sur la « crise de moralité », ne soyez pas trop étonnés que nos enfants manquent de morale, l'exemple vient de haut !

Concluons :

Députés, représentants du peuple de France, osent *tricher* au moment où ils mettent sur pied la Constitution, qui doit, paraît-il, donner à la « France éternelle » son statut de moralité !

Electeurs, qu'attendez-vous pour réserver à vos députés, le sort que méritent et reçoivent, pris en flagrant délit, LES TRICHEURS.

AIREHESSE.

Autre Simple Histoire

(Suite de la 1re page)

était en âge de produire, était certain d'être papa. Cette remarque physiologique que je ne discute pas, ne joue pas ici avec son sens philosophique, car la fille était, à 26 ans, le portrait frappant de son père légal, et donc naturel.

Au village, d'ailleurs, à moins que le confesseur ne s'en mèle, la jeune dame eut été bien incapable de trouver partenaire et liberté. Car son mari, était le plus parfait des maris. Un de ces maris comme il en faut souhaiter à toutes les femmes aimantes. La jeunesse de la maman et la grâce de la jolie poupee qui venait de naître, l'attachaient au foyer. Il ne s'éloignait jamais qu'accompagné, en voiture à poney d'abord, à pied ensuite, de sa femme et de bébé.

Et les trois passaient dans le village pour aller visiter fermiers ou métayers, ou plutôt, fermes et métaries et c'était à la fois charmant et mélancolique.

Silencieux, calmes, bavardant à voix presque basse, sans une discordance de voix ou de geste, sans rire ni dire, ils allaient côte à côte.

Et ils se renfermaient à l'heure des repas, ou le soir, de bonne heure, dans leur grande maison où tout encore était calme et silencieux. Les visiteurs étaient rares, seul monsieur le curé à pas feutrés...

Et la « dame » avait 24 ans.

Les gens disaient : « Elle a de la chance, maintenant qu'elle a une fille, le vieux peut mourir, elle hérite de tout et elle en trouvera de jeunes ». Les paysans sont malicieux et cruels.

La fillette grandissait, sans jeux bruyants comme sans douleurs, bonne plante, entre l'amour de sa maman qui la chérissait follement et calmement, et celui de son papa, toujours égal à lui-même. On ne put se résoudre à se séparer d'elle pour qu'elle aille étudier et on lui apprit tant bien que mal ce qu'elle devait savoir, à la maison.

Et la maman eut 30 ans, puis elle en eut 40, puis elle en eut 50. Les zéphirs ne halaient pas son teint. Elle vieillissait dans le grand calme, sans une ride, pâle de la couleur des vieilles cires....

Elle avait 51 ans quand son vieux mari mourut.

Il y avait 27 ans que les paysans malicieux et cruels disaient : « Le vieux la laissera veuve bientôt, et joyeuse ».

Elle fut veuve. Elle ne fut pas joyeuse. Toute joie était morte en elle, toute capacité de joie.

Elle se tourna vers sa fille de 26 ans.

Elle dut la donner, sans un soupir. Elle portait maintenant dans son inconscient le dégoût de Christ et de Plutus.

Aristide LAPEYRE.

A QUOI BON ?

(Suite de la 1re page)

contre la rébellion franquiste et mieux encore les organisateurs d'un ordre nouveau non seulement dans l'économie mais encore dans le social.

Toute une région, l'Aragon (800.000 habitants), passe en peu de temps, socialement et économiquement, par la volonté de son peuple, à l'ordre anarchiste.

Dans les provinces de Catalogne, Valence, Andalousie, les Asturies, la Nouvelle Castille, etc., la C. N. T., organisation anarcho-syndicaliste, rallie l'unanimité du prolétariat en réalisant la socialisation des moyens de production.

Madrid est sauvé de la capitulation par les milices de Durutti.

Pendant trois ans les anarchistes administrent au monde la preuve que leurs propositions sont viables, leurs plans applicables, leur raisonnement juste, leur ordre supérieur à tous les autres.

Les anarchistes ont pendant trois ans fabriqué le prototype des plans qu'ils avaient établis.

A quoi bon ? répèteront nos amis, puisque tout cela a disparu. Les constructeurs ont été écrasés, le prototype détruit.

A quoi bon ? puisque Thiers, Staline, Franco, ont gagné ces trois batailles, les peuples se sont inclinés, la réaction a vaincu chaque fois la révolution. l'injuste a tué le juste, le déraisonnable, l'inhumain a écrasé le raisonnable, le fraternel ?

Notons quand même la progression.

Cherchons à présent autour de nous la preuve de l'infiltration de nos idées au sein du peuple.

Qui donc parlait de l'anarchie en France il y a 50 ans ?

Les Anarchistes et le Garde des Sceaux. Ce dernier s'ingéniait à trouver le moyen d'impliquer des hommes de la valeur des J. Grave, Sébastien Faure, Malato, Pelloutier, Pouget et bien d'autres militants dans des procès dont l'accusation s'ornait du chef « d'association de malfaiteurs ».

Quant aux anarchistes ils essayaient par un militantisme forcené de faire comprendre aux masses leur idéal, malgré les épithètes de bandits, fous ou rêveurs qui leur étaient alors jetés à la tête.

Et pourtant grâce à leur persévérance, nous avons la preuve que leurs sacrifices n'ont pas été vains.

Aujourd'hui, non seulement les libertaires ont réussi à gagner la sympathie d'une partie du public, non seulement on les écoute, mais encore des hommes, des organisations entières se servent de leur formule, de leurs plans, de leurs conceptions, pour entraîner le peuple à créer un ordre social nouveau.

N'est-ce pas « Témoignage Chrétien » du 26-4-1946 qui publie un article intitulé « Socialisation de l'atelier », signé Alexandre Marc, mais qui pourrait être signé par n'importe lequel de nos meilleurs propagandistes ,

Cet article, qui serait à citer entièrement, dit entre autre : « Le socialisme libertaire tend à faire de l'atelier la pierre angulaire de la nouvelle cité du travail, parce que c'est au niveau de l'atelier, et là seulement, que le triple affranchissement — technique, économique, social — du prolétariat est possible...

« C'est pourquoi la seule formule de l'atelier affranchi qui soit conforme à nos aspirations, c'est celle du groupement spontané des travailleurs, associant librement dans un effort collectif qui n'abolit pas mais qui accomplit la personnalité de chacun leurs forces, leurs connaissances, leurs capacités et aussi dans une certaine mesure (qui reste à définir), leurs *ressources*, collectives ou individuelles.

« Seule l'instauration institutionnelle, à base statutaire de cette forme d'association-là, permettra de libérer définitivement l'atelier du joug du capitalisme — sans le remplacer par le joug de l'Etat — et de fournir ainsi à la Révolution authentique ce « point d'Archimède » qui lui permettra de soulever et de transformer la cité tout entière. »

N'est-ce pas le « Mouvement de l'Abondance » qui reprend nos idées de « prise au tas » de « socialisation de la production industrielle et agricole », de « suppression du profit », etc., etc.... ?

N'est-ce pas le Comité d'Etudes Economiques et Sociales (C. E. T. E. S.) qui dans « Démocratie Nouvelle » nous dit « le régime de « Démocratie nouvelle » qui sera un régime fédéraliste, respectera le principe d'autonomie d'après lequel chaque unité organique, quel que soit son échelon, possèdera dans le domaine de son activité spécifique, une entière liberté d'action...

« La liberté d'expression doit donc rester entière étant entendu toutefois, qu'elle ne peut s'étendre à la diffamation. Pour cela les partisans de toute opinion doivent avoir le droit de créer des organisations d'affinité, d'organiser des réunions de propagande, d'éditer la presse et les ouvrages qui défendent leur point de vue...

« Ils (les citoyens) devront désormais gérer tous les secteurs de la vie économique et sociale jusqu'ici dirigés exclusivement par les classes privilégiées...

« Dans ces deux domaines (consommation et production) les citoyens seront appelés à prendre leurs responsabilités dans un système de gestion en commun, sur la base d'activité où leur compétence est maximum... »

N'est-ce pas « La République Moderne » qui dans son numéro 9 dans un article de Robert Desailly intitulé « La Démocratie Economique » conclut ainsi :

« ...Mais un système bien articulé de communautés et de collectivités de **production fédérées à tous les échelons** et opérant avec la collaboration et sous le contrôle des usagers et des consommateurs, peut résoudre le problème à la satisfaction de tous et sans intervention de l'Etat. »

Je suis obligé d'arrêter mes citations, la place étant limitée, mais je pourrais prendre encore de nombreux exemples qui démontrent qu'une couche nombreuse de personnes de tous milieux n'ont plus confiance ni à l'Etat, ni à la politique, ni à l'autorité, mais ayant encore peur du sens péjoratif donné au mot « Anarchie », adoptent le principal des théories que nous préconisons depuis une centaine d'années.

Ceci n'est pas valable seulement pour la France, mais pour de nombreux pays du globe.

Et alors lorsque ceux qui doutent me disent : A quoi bon ? Je réponds qu'il n'y a pas un mot d'un de nos orateurs, pas une ligne de nos écrivains, pas un sacrifice de nos militants, pas une goutte de sang de nos blessés et de nos morts qui n'aient pas servi à développer notre idéal, à le faire comprendre, à permettre que la réalisation de la Société Anarchiste soit de jour en jour plus possible.

Je leur dis que la prochaine étape sera celle d'une réalisation internationale de l'Anarchie et que nous avons en sa réussite plus de chance que jamais. A une condition toutefois, c'est que dans plusieurs nations, simultanément, les anarchistes soient à la pointe du combat, entraînent les masses prolétariennes et moyennes, donnent par leur exemple de lutteurs, d'organisateurs, de constructeurs, la preuve de leur puissance et de leur capacité.

Je les supplie de venir nous rejoindre, parce qu'il faut que nous soyons assez forts pour repousser, en cours de route, ceux qui auraient la tentation de nous abattre, parce qu'il faut que nous soyons assez nombreux pour mener notre tâche à bien.

Je leur dis qu'ils n'ont pas le droit de trahir l'effort de ceux qui nous ont permis d'être ce que nous sommes, que leurs abstentions dans la lutte est un crime parce qu'il peut retarder durant des jours, des semaines, des mois, des années, l'avènement de leur idéal, parce que tous ensemble, nous pouvons peut-être éviter les sacrifices d'une autre étape.

A. ARRU.

Plus de 8 millions d'abstentionnistes sans compter les non-inscrits.

La propagande anarchiste aurait-elle fait un si grand nombre d'adeptes ?

Congrès National

Le Congrès National de la Fédération Anarchiste s'est tenu les 13, 14 et 15 octobre, à Dijon.

De tous les coins de France étaient venus de nombreux délégués. Après quelques mises au point nécessaires sur des petites querelles intestines qui s'avérèrent sans importance et le résultat de caractères pointilleux, le congrès s'attaqua avec un sérieux exemplaire à la structure organique de notre Fédération.

A l'actif de la 12e Région, Marseille fit adopter la suppression du vote au sein de notre organisme et une motion proposée par un groupe parisien acceptée à l'unanimité consacra la nouvelle manière de procéder.

A remarquer que la déclaration de principes adoptée à l'unanimité au Congrès National Anarchiste d'octobre 1945 fut reconduite sans discussion.

Il était réconfortant de constater que chaque fois que les anarchistes discutent de leurs principes, de la propagande, et autres questions de fonds, ils se mettent rapidement d'accord, discutent sans acrimonie et dans une ambiance de profonde camaraderie.

Le travail qui a été fait aura une profonde répercussion dans l'avenir ; 1945 faisait l'union en France entre les divers courants anarchistes ; 1946 l'a scellée.

Aujourd'hui que toutes les difficultés intérieures sont vaincues il reste à vaincre les difficultés extérieures. C'est à quoi chacun de nous doit s'attacher.

Militer, militer toujours, militer encore, pour construire une société nouvelle, libre et fraternelle, est le rôle de tous les anarchistes, de tous les anarchisants, aucun ne doit faillir.

12e *Région*,

LE COMITE REGIONAL.

LA COMÉDIE CONTINUE (1)

par **Pierre BESNARD**

Depuis deux mois, les travailleurs de ce pays sont en mouvement pour obtenir une augmentation générale des salaires Cette augmentation est parfaitement légitime. j'ajoute même qu'elle est indispensable pour permettre aux intéressés de faire face, avec un peu moins de difficulté aux charges toujours plus lourdes de l'existence Elle s'imposait depuis longtemps et n'avait pas besoin d'autre justification que sa propre nécessité. Mais, pour des raisons qui n'ont rien de bien louable, les partis politiques soi-disant ouvriers et la C. G. T. à la solde de l'un d'eux, le plus puissant, étaient d'un autre avis et se montraient partisans, non de l'augmentation mais du blocage des salaires sans contre-partie, sous le prétexte qu'il ne fallait pas compromettre le redressement économique de la France. Dans les ateliers, les chefs patronaux et leurs cadres de maîtrise étaient devenus superflus, inutiles et sans emploi. Se croyant déjà maîtres du pouvoir et commandant en maîtres, les militants de ce parti et de la C. G. T. — ce qui ne faisait qu'un la plupart du temps — avaient pris en mains la direction de la production et poussaient férocement celle-ci suivant les meilleures règles du stakhanovisme.

Puis, tout à coup, le vent tourna : la C. G. T. découvrit brusquement, le 3 mai, que les salaires avaient besoin d'être augmentés et prit une décision pour faire aboutir cette revendication et, bien entendu, le 1er juin, c'est-à-dire à la veille même des élections, le Parti communiste se rallia bruyamment à cette action décidée par la C G. T. Inutile de dire pourquoi. Tout le monde a compris depuis longtemps.

Mais entre la décision et l'action, deux mois se passèrent. Il fallait non seulement utiliser la revendication des travailleurs au mieux, comme moyen de chantage, pour conserver les postes de commande économiques occupés au gouvernement, mais encore entretenir au sein même de celui-ci une opposition permettant d'exercer une pression constante sur les autres partis, pour les amener aux compromis jugés nécessaires.

C'est ainsi que siégea pendant trois longues semaines la Conférence dite économique : où il ne manquait que les consommateurs non représentés — et les sous-commissions auxquelles elle donna naissance Conférence qui en dépit de son caractère solennel et nouveau ne tenait aucun pouvoir d'elle-même et ne pouvait faire au gouvernement que des « recommandations ».

A cette conférence où la C. G. T. et la C. G. A. parurent jouer un rôle éminent et réussirent après bien du tirage à entraîner la C. G. P. il sembla que le gouvernement avait été vaincu et devrait accepter les « recommandations » unanimes qui lui seraient présentées à l'issue des débats. Beaucoup de gens mal informés des choses de la politique et de leur subtilité pensèrent qu'il en serait ainsi. Quelle erreur commettaient ces braves gens !

Il fut bientôt avéré que les 25 %, si longtemps soutenus par la C. G. T. comme un minimum indispensable — et c'était vrai — seraient abandonnés par ceux-là mêmes qui les défendaient apparemment avec le plus d'énergie et de... conviction. Ce fut ce qui arriva et l'accord se fit entre les parties : syndicats, patronat et gouvernement sur un chiffre approximatif et mal défini de 21 % environ, qui variait d'ailleurs, selon l'explication qu'on en donnait de façon incompréhensible, que nous renonçons à reproduire et à rendre intelligible.

Mais comme les cheminots, les fonctionnaires, les retraités, en un mot, tous ceux qui relèvent directement de l'Etat, n'étaient pas compris dans les négociations antérieures, le même marchandage, le maquignonnage devrai-je dire recommença. Les cheminots obtinrent la promesse d'un reclassement et d'une mise à jour de leurs salaires, dont les bases restent en fait inconnues ; les fonctionnaires se virent proposer une augmentation de 1.000 francs par mois, étant entendu que les indemnités — qui forment pour certains d'entre eux, surtout dans les grandes villes, la partie la plus forte de la rémunération — ne subiraient aucune augmentation. Les grandes Fédérations de fonctionnaires, de retraités, de pensionnés et même de petits rentiers se mirent en mouvement, sans le secours d'ailleurs de la C. G. T., qui ne donna pas signe de vie et M. Schuman Robert, ministre des Finances, d'accord avec son petit Bidault de patron, qui entre temps venait de découvrir que son collègue Michelet avait laissé dépasser les crédits affectés à l'armée de 18 milliards — une paille, quoi ! — s'opposait et continue à s'opposer à donner satisfaction complète aux fonctionnaires, retraités, petits pensionnés et rentiers et s'en tenait à ses chiffres.

La question en est là pour le moment. Pour ne point troubler la quiétude des délégués à la prétendue Conférence de la Paix, tout le monde a mis une sourdine aux discussions et on attend qu'un messie vienne résoudre une question qui ne dépend que de la bonne volonté des hommes.

Mais il y a quelque chose qui n'a pas attendu. C'est la hausse des prix et comme disait un jour ce journaliste qui voulait être spirituel : *si les salaires montent l'escalier, les prix ont pris l'ascenseur et le gardent à leur disposition.*

La conclusion de tout cela, c'est que l'augmentation dont il s'agit est dévorée déjà depuis longtemps par la hausse des prix et que ceux-ci continueront à monter par l'ascenseur, tandis que les salaires seront depuis un bon moment bloqués dans l'escalier. Une fois de plus, la C. G. T. a jeté de la poudre aux yeux des travailleurs et fait le jeu du patronat et du gouvernement. On peut faire cent ou mille expériences de cette nature, le résultat en sera toujours identique et il n'y aura jamais de solution viable en dehors de celle qui a été indiquée par la C. N. T. : *l'obtention de l'équilibre entre les salaires et les prix par l'institution d'une monnaie intérieure soustraite à la spéculation internationale, une vigoureuse action sur les prix par une Confédération Générale des Consommateurs et Usagers et la pratique du Contrôle syndical de la production par les travailleurs syndiqués.*

Hors de cela, il n'y a que combinaisons politiques, dont les travailleurs et les leurs font les frais.

Il serait temps qu'on le comprenne et qu'on y mette bon ordre, avant que la même comédie ne se joue à nouveau aux approches des élections d'octobre prochain.

P. BESNARD.

(1) Cet article nous a été envoyé, il y a deux mois, Lecteur relis la conclusion et dis-nous si nous sommes des rêveurs.

La Rédaction.

HAN RYNER

LES VOYAGES DE PSYCHODORE

(chef-d'œuvre du grand écrivain)
réédité aux Editions de l' « Homme et la Vie »
1, quai de Montebello, Paris (5e)
Souscription avant tirage :
1 ex. 80 fr. — depuis 5 ex. : 75 fr. le volume
Prix de vente en librairie : 110 fr.

Adresser les fonds à J. SERRU
Editions de « l'Homme et la Vie »
1, quai de Montebello, Paris (5e), C. C. P. 490-932 Paris.

Patriotes et Révolutionnaires

La morale bourgeoise, propriétaire, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme exige, pour maintenir la prédominance de quelques-uns sur tous, de valoriser, de justifier quelques mythes énoncés qu'elle a tôt fait de transformer en choses révélées, préétablies. L'idée de patrie appartient à ces mythes.

Malaxé, trituré par le complexe sol-climat, l'homme issu d'une longue et lourde hérédité, adopte des habitudes, suit des coutumes, des religions, des lois que 90 fois sur 100 il ne raisonne pas, ne discute pas et se contente de subir. La patrie, pour la grande masse, c'est la propriété du champ, de la maison. C'est le clocher de l'église de la commune habitée, les gens de cette commune. C'est la région où les cultures et les richesses naturelles du sous-sol exigent un travail suivi, un travail où l'on côtoie des êtres ayant les mêmes perspectives, les mêmes habitudes, le même genre de vie. C'est enfin l'ensemble des régions où les hommes ont été depuis la nuit des temps en contact permanent de pensée ou d'action, par le langage, la culture, les besoins et l'histoire. Mais primordialement l'idée de patrie se cristallise autour du hameau ou du quartier de la grande ville où l'on est né et pour lequel on garde un sentiment poétique de gratitude. Ce complexe confus de reconnaissance, d'affection est naturel, humain.

La notion de propriété naquit le jour où les peuples errants, nomades se fixèrent en un endroit riche, facilement accessible ou défendable, du jour où de chasseurs ils devinrent paysans. De la propriété du champ à la défense de ce champ il n'y eut qu'un pas ; de la défense de ce champ à la défense de ce qui est arbitrairement décrété propriété d'un rassemblement d'hommes il n'y eut qu'un autre pas. Propriétaires et exploités s'unirent sous la même bannière, les uns poussant les autres au nom de leurs intérêts, les seconds écoutant les premiers parce qu'espérant bien un jour devenir à leur tour propriétaires. Ce sont ces petits appétits sordides, ce culte de la propriété latent chez l'homme, la méconnaissance des maux engendrés par le profit qui ont cloisonné la terre des hommes en plus ou moins grandes nations, unifiées par la ruse ou la force des maîtres et exploitées de même. Les drapeaux ont remplacé les totems. Le monarque et l'évêque se sont substitués au chef de horde et au sorcier, au nom des mêmes principes, pour défendre les mêmes positions.

De la fixation du chasseur et de sa transformation en paysan, en propriétaire, du rassemblement des terres morcelées sous l'autorité d'un seul est né l'Etat. De la multiplication des chefs est née la multiplicité des Etats. Des intérêts défendus par chacun des peuples, de leur mésentente, de leur vanité sont nées les guerres. Et ceci s'explique ainsi : L'évolution de la vie en société suivant obligatoirement celle des humains qui la composent, la notion de nationalité — où se fondaient harmonieusement le climat, le sol, les us et coutumes l'universalité du bien — est devenue principe, *patriotisme*. C'est en faisant appel au patriotisme des masses que l'on fait les guerres. C'est au nom de la patrie qu'on pressure les producteurs. C'est pour imposer une forme d'Etat déterminée et les conceptions qui s'y rattachent que les prolétaires de tous les pays s'entre-déchirent périodiquement sans se rendre compte que rien ne les sépare, hormis leurs maîtres. Etat et patriotisme sont corollaires et nous avons vu dernièrement la grande révolution russe de 1917 tourner court et revenir aux aspirations des tsars.

Il ne pouvait en être autrement. Nous ne pouvons que constater qu'après avoir prôné l'internationalisme, le communisme autoritaire, pour se défendre, pour sauver les meubles dut révigorer les vieux clichés nationalistes, le culte de l'armée, de la Grande Russie et de la religion orthodoxe spécifique. Et il se devait de faire ce retour en arrière pour subsister en tant qu'Etat, celui-ci fût-il prolétaire. Aujourd'hui, tous les disciples de cette religion d'Etat, de cet autoritarisme communautaire sont les plus zélés défenseurs de la patrie. Menacés dans leurs biens et leur personne, les maîtres ont trouvé « le dérivatif à l'esprit de révolution » et des peuples dissemblables unis un court instant contre un ennemi commun reprennent leur physionomie ancienne avec encore plus d'âpreté et de sauvagerie, oubliant les quelques saines syllabes qu'ils avaient commencé à balbutier. Tant il est vrai qu'après un grand cataclysme les alliés d'un jour se battent entre eux pour partager les dépouilles du vaincu.

« Intérieurement fédéré ou non fédéré, chaque Etat, sous peine de périr doit chercher à devenir le plus puissant. Il doit dévorer pour ne point être dévoré, conquérir pour ne point être conquis, asservir pour ne point être asservi, car deux puissances similaires et en même temps étrangères l'une à l'autre ne sauraient co-exister sans s'entre-détruire », telles sont les paroles prophétiques de Bakounine en 1869.

Les partis politiques ne sont en définitive que la transposition à l'intérieur d'un Etat quelconque des luttes engagées dans le monde par les maîtres de l'heure, car tous — sans exception — sous une phraséologie différente défendent des intérêts identiques. Qu'ils prennent le pouvoir pour établir la suprématie d'une nation ou qu'ils le prennent pour **universaliser** une philosophie déterminée, le résultat reste le même et relève de la volonté de puissance. Nous ne signalerons que très brièvement les partis de droite, conservateurs, monarchistes, monarchistes chrétiens, chrétiens et autres P. R. L., M. R. P., libéraux, sociaux-démocrates, démocrates, populaires ou populistes, voire paysans. Tous ceux enfin qui ne prônent l'évolution sans heurt que pour mieux duper les masses ou qui, ouvertement, déclarent que le passé dépasse largement le présent en grandeur et en possibilités sociales, ces partis défendent — au nom de la patrie — les privilèges des maîtres, la propriété et tout ce qui en découle. Nous n'avons rien à leur reprocher — en dehors de leurs programmes que nous combattons — parce qu'ils combattent à découvert et jouent leur jeu. On sait ce qu'ils valent et ce qu'ils veulent.

Les partis marxistes, eux, et particulièrement les partis communistes, ont édifié toute leur renommée en partant de l'anti-militarisme et de l'anti-patriotisme. Et ceci tant qu'ils furent dans l'opposition. Dès qu'ils détinrent les renes du pouvoir, ils opérèrent une volte-face magistrale et sont aujourd'hui plus royalistes que le roi, plus chauvins que les pires chauvins. De nos jours, le parti communiste français réclame la Sarre, l'internationalisation de la Ruhr et le détachement de celle-ci de l'Allemagne, une armée forte, une super-production — pour que la France échappe à l'emprise anglo-américaine. Sa presse déclare sans sourciller : « Le peuple connait la politique du P. C. Il sait que c'est une politique authentiquement nationale, menée par des hommes authentiquement français, agissant toujours en Français dans l'intérêt français « (Florimond Bonte), et il s'énorgueillit des 75.000 patriotes communistes fusillés pour que vive la France ».

De son côté, le P. C. allemand protesta contre les revendications françaises. Pour rien au monde il ne voudrait voir un pouce de territoire arraché à la mère-patrie. « Nous luttons pour l'unité allemande, et celui qui est contre cette unité n'est pas seulement un ennemi de la démocratie, mais aussi de l'Allemagne » (Ulbricht — un des responsables les plus éminents du parti communiste allemand).

Faisant écho au différend P. C. allemand-P. C. français, le conflit s'amorce entre P. C. italien et P. C. yougoslave, entre P. C. italien et P. C. français. Raison d'Etat ! On viendra nous rétorquer que la ligne de conduite des différents partis communistes change de direction au gré de Moscou. Exact. Et c'est justement pour cela que les ex-internationalistes — autoritaires nous le répétons — ont retourné leur veste, Moscou ayant évolué de l'internationalisme au nationalisme. L'U. R. S. S. n'est plus qu'un Etat comme les autres, avec ses appétits et son impérialisme nés de la puissance militaire et morale acquise et renforcée par une guerre victorieuse. Etat, patrie ! Ce n'est qu'au nom de la patrie que le peuple russe a résisté aux nazis. Ce n'est que pour l'intégrité de son sol et la sauvegarde de ses maîtres qu'il a saigné et vaincu. Qu'ont gagné les prolétaires de tous les pays dans le vaste conflit des Etats ruraux ? Rien ! Ou plutôt si ! un peu plus de misère, un peu moins de liberté, les maîtres étant plus que jamais en place, boulonnés à leurs sièges, leur position s'étant fortifiée du fait de la diversion voulue par eux. Finies les revendications ouvrières dans tous les pays. « Travailler d'abord, réclamer ensuite », tel est le mot d'ordre. « Produire, produire » au grand dommage des pauvres bougres sous-alimentés et menacés par le chômage, pour le plus grand bien des manitous installés aux postes de commande, des capitalistes — même nationalisés — dont les bénéfices n'ont jamais été aussi élevés.

Prolétaires ! les frontières n'existent pas. Entre l'ouvrier à la chaîne allemand et l'ouvrier à la chaîne français aucune différence. Pour le mineur russe, le mineur italien, le mineur français, même grisou, même nuit au centre de la terre, même souffrance. Pour les uns et pour les autres mêmes appétits, mêmes désirs, même espoir, même maître. Il n'y a pas plus de peuples antagonistes que d'ennemis héréditaires ou de races de seigneurs. La patrie humaine n'a pas de limites. Elle est la terre des hommes et le sillon qui produit pour tous les estomacs. Vous n'êtes ni Allemands, ni Français, ni Russes, ni Espagnols, ni Arabes, ni Hottentots, vous êtes des êtres de chair et de raison, de glaise naturelle pétrie de défauts et de qualités. Qu'importe la pigmentation de votre épiderme, le lieu où vous êtes nés. Partout, de l'Est à l'Ouest, du Sud au Nord, les hommes ne se divisent qu'en deux catégories : les exploités et les exploiteurs.

Ouvriers des champs et des usines, forçats de tous les pays, renversez vos fausses idôles, chassez vos maîtres, brûlez les postes de douane et vos poteaux frontières ! Ceux qui font œuvre de patriotes ne sont pas des révolutionnaires car patriote et révolutionnaire sont deux termes antagonistes. Souvenez-vous que le patriote ne songe qu'à son pays et méprise les autres hommes quand il ne les vole ou ne les assassine pas au nom d'une entité qui n'existe que dans son esprit.

BOUCHER.

LA VIE DU MOUVEMENT

Fédération locale de Marseille

12, Rue Pavillon (2e Etage)

PERMANENCES

Tous les jours de 18 à 19 heures, sauf les *dimanche* et *lundi*.

Le *dimanche* de 10 h. à midi.

REUNIONS

Tous les vendredis au local habituel, à 20 h. 30. Une causerie y est faite par un de nos camarades.

Programme : *Etude de l'idéal anarchiste, Histoire du Mouvement Anarchiste, Les Œuvres Anarchistes, Les Réalisations Anarchistes, Le Syndicalisme, l'Etat, Les partis politiques.*

BIBLIOTHEQUE

La bibliothèque de la Fédération locale fonctionne. Elle est réservée aux adhérents de la F. A. et des Jeunesses Anarchistes.

Déjà nous possédons de nombreux volumes et brochures traitant des problèmes anarchistes. Nous espérons que nos camarades feront un effort pour compléter cette bibliothèque en nous apportant un grand nombre de livres.

Une permanence est tenue régulièrement tous les jours de 18 à 19 heures sauf les dimanche et mardi.

En plus de la bibliothèque de prêt, nous possédons un grand nombre d'ouvrages et de brochures à la vente.

LOCAL

Nous sommes très à l'étroit rue Pavillon et vu le nombre tous les jours plus grand de camarades qui fréquentent nos réunions, il est indispensable pour la bonne marche de notre organisation de trouver un autre local ou nous serions plus à notre aise.

Nous sommes disposés à payer une petite entrée.

Nous ferions les réparations nécessaires.

Que chacun de nos camarades et sympathisants se mette à la recherche d'un local dans le centre de Marseille et qu'il nous signale immédiatement tout ce qui pourrait nous convenir.

Ecrire au journal ou avertir nos permanents.

CONGRÈS RÉGIONAL

La 12e Région a tenu son Congrès les 27 et 28 juillet dernier. Presque tous les groupes de la région étaient représentés.

C'est dans une atmosphère des plus cordiales que furent discutés les 14 points de l'ordre du jour, et c'est à l'unanimité que toutes les décisions furent prises.

Les rapports des délégués démontraient l'activité intense des groupes et constataient un résultat appréciable de la propagande faite.

Il ne reste donc plus qu'à amplifier un travail qui a déjà porté ses fruits.

NOS GROUPES

SAINT-HENRI

Les camarades sympathisants désirant militer au sein du groupe anarchiste de la Vallée de Séon sont priés de se mettre en relation avec Coussinier, 12, boulevard d'Annam, Saint-Henri.

⁂

SAINT-LOUIS

Réunion tous les lundis, au bar de l'Union, à partir de 18 h. 30.

⁂

MADRAGUE

Le groupe Kronstadt, de la Madrague-de-Montredon, se réunit tous les samedis, à partir de 20 heures, au bar du Bon-Accueil, 93, chemin de la Madrague.

Pour "MONDE-NOUVEAU"

6e LISTE DE SOUSCRIPTION

De Marseille :	
Vinès	100
Prédieri	50
Joselley	50
Reid	100
J. Ro	220
N° 61.546	25
De Sisteron :	
Garron	100
D'Aix :	
Serra	150
X...	100
Philip	50
Janno	100
Martin	50
X...	100
Paris	100
X...	100
André	100
Montéléoni	50
Liste n° 37 :	
Garcia	10
Gallission	50
Gruio	20
Hernandez	20
Tavel	30
Marco	20
Motis	20
Total	1.715
Total des listes précédentes	18.810
TOTAL GENERAL	20.525

Vient de paraître :
LOUISE MICHEL
de Fernand Planche
120 fr., en vente à notre hall.

NOTRE BUT

« Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bonheur et de liberté adéquate à toute époque aux développements progressifs de l'humanité.

« Dans ce but, ils visent à la disparition de l'autorité sous sa forme politique, l'Etat, et sous forme économique, la propriété individuelle.

« L'Etat, c'est l'ensemble des institutions qui tendent toutes au maintien de l'exploitation et de la domination de l'homme par l'homme ; religion, loi, parlementarisme, militarisme, police, centralisation, bureaucratie.

« L'anarchiste, donc, est celui qui combat la religion, le parlementarisme, le militarisme, la centralisation, l'appropriation individuelle de la richesse sociale.

« Celui qui combat pour une organisation sociale ou nul individu ou groupe ne peut exploiter ni dominer un autre individu ».

(Déclaration de principes adoptée à l'unanimité aux Congrès Anarchistes d'octobre 1945 et septembre 1946).

Lecteur, si tu approuves cette déclaration, tu ne peux qu'approuver notre propagande et l'action qui en découle.

Tu dois te joindre à nous pour qu'ensemble nous fassions : PLUS et MIEUX.

Isolé, sympathisant, envoyez nous votre adhésion :

Je soussigné Nom ..... *Prénoms* .....

Profession ..... *Age* .....

Adresse ....

après avoir pris connaissance de la Déclaration de principes, déclare n'appartenir à aucune organisation politique et demande mon adhésion à la Fédération anarchiste.

Date ..... *Signature :*

(Envoyer cette adhésion à l'Administration de « MONDE NOUVEAU »).

Confédération Nationale du Travail

Qu'est-ce et que veut la C. N. T.

La C. N. T. est indépendante de tout parti politique et du Gouvernement.

Elle ne vit qu'avec les cotisations et collectes de ses membres.

Elle est l'association des travailleurs qui veulent relever leurs niveaux MORAL et MATERIEL.

La C. N. T. *veut immédiatement :*

Le respect, sans dérogations, de la loi de 40 heures.

Le réajustement des salaires au coût de la vie, par l'échelle mobile.

La suppression du travail à la tâche.

La socialisation des usines nationalisées.

Les militants de la C. N. T. savent que les victoires immédiates des travailleurs sont toujours remises en question en régime capitaliste, aussi préconisent-ils la disparition du salariat et du patronat et de sa conséquence l'exploitation de l'homme par l'homme, par la prise de la gestion complète de l'économie productrice et de la répartition aux mains des travailleurs et des consommateurs.

La C. N. T. se solidarise aux travailleurs du monde entier en adhérant à l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS et écrit à son fronton : TRAVAILLEURS DE TOUS PAYS, UNISSEZ-VOUS.

La C. N. T. reprend à son compte la vieille formule abandonnée par les dirigeants politiciens et capitulards de la C. G. T. :

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

Les militants de la C. N. T. sont décidés à employer tous les moyens d'action susceptibles de donner satisfaction aux revendications si justifiées des salariés.

VIVE LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE ! VIVE LA C. N. T. !

PERMANENCES. — Tous les mercredis, de 18 à 20 heures, et le dimanche de 10 à 12 heures, BAR ARTISTIC cours Joseph-Thierry.

AVIS IMPORTANTS. — Trois syndicats : BATIMENTS, METAUX, TEXTILE ont déposé leurs statuts à la Préfecture et autront très bientôt une existence juridique légale.

Militants syndicalistes révolutionnaires restés fidèles à l'esprit de la Charte d'Amiens, syndiqués écœurés des palinodies des bonzes de la C. G. T., adhérez à nos syndicats constitués.

REGION. — Pour tout ce qui concerne la 19e Région, s'adresser à nos responsables régionaux : BRUN, 256, route Nationale Saint-Louis, Marseille; trésorier : J. CAUQUI, 13, Cité de la Verrerie, Pont-de-Vivaux, Marseille.

Syndicalistes, abonnez-vous à
L'ACTION SYNDICALISTE
Réd.-Adm. 22, rue Sainte-Marthe
Paris (Xe)

Le "Saigneur" Etat

Tout le monde sait que le Gouvernement français vient de porter le prix de l'essence à 20 francs le litre.

Ce qui est généralement ignoré, c'est que le litre d'essence revient à l'Etat, rendu dans les ports français, au prix de 2 fr. 58.

Lecteurs, faites donc le commentaire vous-mêmes !

Quand à nous, nous serions curieux de connaître les prix de revient :

1° Des allumettes ;

2° Des « Gauloises » et du « Gris » ;

3° De la poudre de chasse.

Histoire de vous faire faire la grimace.

« L'ECORCHE ».

DANS NOTRE RÉGION

NIMES

Jeunesses Libertaires

Permanences : Bar Régina (1er étage), place des Carmes, Nimes.

⁂

AIX-EN-PROVENCE

Le groupe d'Aix-en-Provence avise qu'une réunion a lieu tous les vendredis au bar Terminus (place Forbin) à partir de 20 h. 30.

⁂

AVIGNON

Réunion tous les samedis, à 20 h. 45, au bar de l'Hôtel-de-Ville, place Clemenceau.

Pour *Monde Nouveau*, s'adresser à notre camarade Hippolyte Gay, 8, rue de la Tarasque.

⁂

NICE

Conférence Louis Louvet

Le dimanche 22 septembre, au Café de Lyon, nous étions un groupe nombreux de camarades et sympathisants, à écouter la causerie que Louis Louvet vint nous faire à Nice en tant que secrétaire général de la Confédération Générale Pacifiste et aussi en tant que militant du Mouvement Libertaire.

Un incident de correspondance et le manque de temps nous avaient interdit d'organiser cette réunion dans une salle publique. Aussi la section locale de S. I. A. (de réorganisation toute récente) et quelques camarades dévoués convoquèrent personnellement le plus grand nombre d'amis. Malheureusement tous ne répondirent pas, et nous le regrettons, car la valeur éducative de la conférence « Les dessous guerriers de la Paix actuelle » est certaine.

Nous avons l'intention d'organiser le plus souvent possible des causeries où seront exposés et débattus nos principes.

Pour mener à bien ce travail, nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Camarades, nous comptons sur vous !

Solidarité Internationale Antifasciste

S. I. A. reconstituée tient ses réunions tous les dimanches, de 10 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h., au bar Dédé, 20, rue Bonaparte, Nice.

PERTUIS

Tous les sympathisants sont invités à se mettre en relations avec le camarade Chanavas, rue Durance, Pertuis.

Lisez, faites lire
"DEMAIN"
Revue
des Jeunesses Libertaires
Ecrire à Faustino Picquer
19, rue du Port
BORDEAUX

MONTPELLIER

GROUPE SPARTACUS

Réunion tous les samedis à partir de 20 heures, au bar des Remparts.

⁂

THIERS

(Puy-de-Dôme)

Pour la région de Thiers, les camarades peuvent se mettre en relation avec Dugne, aux Fichardies.

LE LIBERTAIRE
est en vente dans
tous les kiosques